L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

N° 45 Samedi 4 Mai 1946 — HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — 10, rue du Languedoc, Toulouse — Prix : 5 francs

ABONNEMENTS : 3 mois, 60 fr. ; 6 mois, 115 fr. ; un an, 220 fr. — Compte chèques postaux : 1100-58

B.D.I.C

ÉDITORIAL

A la Dictature condamnée opposons la véritable Démocratie

Il est aisé, précisément, ne tenant compte que de notre propre intérêt, de donner des raisons pour justifier notre attention particulière aux délibérations des ministres des affaires étrangères, qui sont actuellement réunis à Paris, ainsi qu'à celles du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui ont lieu à New-York.

Car, le problème espagnol a un caractère spécifiquement international, malgré l'opinion de ceux qui le circonscrivent dans l'orbite péninsulaire, ainsi qu'à cause des enseignements qu'on peut tirer pour le présent comme pour le futur, des trajectoires des démocraties, dans le croisement desquelles se trouve, précisément, la visée des aspirations de la République espagnole.

Toutes les désillusions nées de l'éloignement des dates qu'on tenait pour casuistiquement favorables à l'aboutissement de nos revendications, n'ont eu pour cause que l'erreur de croire que l'Espagne n'était qu'une île à laquelle on devait appliquer de Charte de l'Atlantique sans se préoccuper des rapports internationaux et des conventions qui pouvaient être rendues nécessaires.

C'est ainsi que les grandes joies nées à l'heure de la libération de la France, ou celles de la prise du pouvoir public par les travaillistes anglais ,et lpus encore en face de l'insondable effondrement des régimes totalitaires de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, nous semblent évanouis depuis de longues années. La condamnation unanime, il y a longtemps prononcée et ces jours-ci reitérée et confirmée de l'Etat franquiste peut perdre toute son incommensurable valeur à cause de cette désillusion.

Tant que durera l'armistice et que la paix ne sera pas un fait accompli, qui peut douter que nous ne vivons que dans une période d'inertie? En face de cette incertitude nous pouvons estimer excusables, mais jamais justifiées, les méfiances qui, plus ou moins légèrement, entament la forteresse où la puissance physique et morale de la République espagnole doit se maintenir alerte et ferme.

Pas un Etats qui soit digne de la souveraineté n'a été, au cours de l'Histoire, l'objet d'un stigmate qui puisse se comparer à celui de la nomination de la Commission d'investigation avec laquelle on vient de marquer le régime que Franco représente. Dans d'autres occasions un régime et par cela même une nation, pouvaient avoir été discutés et, de ce fait, être victimes de la répulsion qui parfois se manifestait par l'intervention d'armes trangères. Mais, en face de cette réalité, la victime réagissait et déclarait la guerre; où elle lui opposait ses forces jusqu'à ce que la lutte ouverte détermine le triomphe où la défaite. Mais dans l'œuvre de la Paix universelle et surtout en face de l'exemplarité actuelle, la condamnation prononcée contre l'Espagne phalangiste, a une valeur telle et ses effets seront si démesurés, que rien, à tous les points de vue, ne serait plus insensé que de la méconnaître.

Voilà ce que nous pensons et ce qu'aussi bien le gouvernement républicain que les gouvernés doivent avoir présent à l'idée pour s'orienter dans ces heures d'attente.

Le regard fixé sur les tâches des « Quatre Grands » nous devons signaler l'importance de l'accord avec lequel ils gagnent ou évitent les plus grandes difficultés, dans lesquelles concourent non seulement les intérêts nationaux irréductibles, mais qu'on doit harmaniser avec des aspirations qui répondent à des espoirs si opposés quoique leurs fondements, construits sur la victoire obtenue par chaque peuple au prix des sacrifices les plus sanglants et les plus douloureux, soient également solides.

Ce sont tous ces exercices-là d'énergie et de tact que le Gouvernement constitué par M. Giral doit pratiquer. Pour cela il n'a pas manqué de l'assistance précieuse et non équivoque des partis et des masses authentiquement républicaines. C'est, convaincus de cette force, que nous continuerons de le stimuler à développer l'action la plus précise. La difficulté est à présent l'épreuve de l'aptitude et de la constance du labeur.

Ce serait plus que puéril de faire valair davantage l'effort que le résultat. Et, au surplus, il nous semble la chose la plus appropriée pour faire fléchir l'assistance. Puisque le support a été et qu'il est encore, si important, est-ce que le gouvernement ne trouve pas plus naturel de compter non pas avec des représentations typiques mais avec les activités efficaces qui réunissent en elles la valeur des responsabilités?

Ceux qui nous observent en font d'abord le compte pour nous qualifier ensuite.

L'ER.

DISQUE

Variations sur le 1er Mai

SOUS le beau soleil printanier, cette fenêtre grande ouverte sur une rue de Toulouse avait le charme d'un balcon espagnol. On sentait le parfum doux du muguet, qui venait remplacer les lilas déjà fanés. On n'entendait plus le bruit de ferraille des trams. Personne n'était pressé. Tout le monde se promenant calmement, avait l'air de se réjouir. Peu après, on entendait des clairons et des tambours, et puis c'était la manifestation : des milliers et des milliers d'hommes et de femmes, sous des drapeaux et des pancartes; d'abord des jeunes filles en blanc, très sportives; après, des jeunes gens, aussi en blanc, et ensuite, en bon ordre, les travailleurs du bâtiments, les cheminots, ceux de l'habillement et de l'alimentation, les fédérations des services publics et des transports, d'autres et d'autres encore, parmi lesquels les Espagnols, qui, faute de pouvoir défiler en Espagne, défilent là où ils se trouvent, pourvu qu'ils aient la liberté de pouvoir le faire. On fêtait, nous fêtions le 1er mai du prolétariat, le 1er mai après la guerre finie. C'est peut-être pour cela parce qu'on est déjà loin des 1er mai avec dans la rue des soldats, dans l'air le grondement des avions et dans le cœur un pressentiment de tragédie, que ce 1er mai était placé sous le triple signe du printemps, de la chanson et de la paix. C'était un 1er mai jeune.

Pourtant, le 1er mai a soixante ans. Il est né, avec un visage dur en 1886, pour revendiquer des avantages tenant du moral et du matériel. Les ouvriers demandaient alors le partage du jour en trois parties égales : huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de culture. Toutes les conquêtes de l'homme s'accomplissent par des versements de sang. Le 1er mai, ne fut imposé qu'au prix de nombreuses victimes, parmi lesquels Engel, Fischer, Parsons et Spies, pendus par un matin gris de novembre en 1887, comme étant **moralement responsables** d'une bombe lancée dans le meeting tenu le 4 mai 1886 à la place Hay Macket de Chicago. Au long des soixante années écoulées — soixante années de luttes, de sacrifices, de persécutions — la fête du 1er mai est devenue une date symbolique résumant la présence universelle du prolétariat, comme la Saint-Jean était à une époque la fête de la présence du christianisme.

En regardant, de ma fenêtre, le défilé civil et ouvrier, je me souvenais que ce jour-là était aussi l'anniversaire de l'annonce de la mort d'Hitler, le messie du fascisme. En effet, le 1er mai 1945, alors que les ouvriers retrouvaient leur date perdue, la radio allemande annonçait la mort d'Hitler et son remplacement par l'amiral Dœnitz. Puis, cette mort, était enveloppé de mystère et de nébulosité. Les Gœbbels, les Roehem, les Hess avaient tissé un mythe Hitler-vivant, et d'autres prétendaient déjà créer un mythe Hitler-mort, peut-être afin de faire rêver à une Allemagne éternelle Hilda attendant son salut et sa félicité d'un éternel chevalier du cygne qui un jour viendrait avec son armure d'argent et son épée invincible.

En Allemagne on avait fait d'Hitler un dieu. « De même que les catholiques considèrent le pape comme infaillible dans toutes les questions de religion et de morale, de même nous croyons avec la même conviction profonde que le Führer est infaillible dans toutes les matières qui concernent les intérêts moraux et sociaux du peuple », déclarait Gœring. « Sa volonté, écrivait Boettcher, est effectivement la volonté de Dieu ». Hitler, lui-même, arriva à se croire l'homme providentiel. Il le répéta à plusieurs reprises, au long de sa marche triomphale, et le 20 juillet 1944, lors de l'attentat de von Stauffenberg, dans un appel radiodiffusé au peuple allemand, le Führer s'écria : « Je vois là (dans le fait d'avoir été épargné), le doigt de la Providence, l'indication que je dois poursuivre mon œuvre, et par conséquent je la poursuivrai. »

Pourtant, un 1er mai, Hitler était mort, non comme un dieu, mais comme tout mortel qui se rend compte, à cette heure de la vie où Don Quichotte fou devient Alonso Quijano sage, qu'il n'est qu'un homme. Un homme tellement humain qu'il s'aperçoit de son énorme responsabilité, prend peur et s'empoisonne; tellement faible qu'il cherche pour le voyage éternel la compagnie féminine d'Eva Braun.

Un 1er mai créa la conscience ouvrière. Un autre 1er mai, juste celui de la libération, finissait avec l'instrument que le grand capital avait opposé aux progrès sociaux. Parce qu'Hitler, comme tout le monde le sait, n'était pas un dieu, non, mais oui le mur que la plus grande force du monde d'aujourd'hui opposait face aux conquêtes croissantes de la classe ouvrière.

Souhaitons qu'Hitler, avec tout ce qu'il représentait, avec tout ce que son nom invoque, n'ait été qu'une diversion dans la marche lente du prolétariat vers l'affranchissement dans la liberté. Et pour arriver au but, écoutons ceux qui parlent le langage de l'intelligence plutôt que ceux qui ne suscitent que la foi. Peut-être il est déjà temps de regarder froidement les réalités et laisser l'illusion aux poètes car nous sommes entrés dans l'ère de l'analyse et des mathématiques.

Le chemin sera peut-être plus long, je le sais; mais on marchera plus sûrement sans courir le risque d'être détourné, ni déçu.

A. FERNANDEZ-ESCOBES

La répression continue en Espagne

Madrid, 2 mai. — On croit savoir que 9 arrestations ont été opérées à la suite des explosions de bombes qui ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi à Madrid. Il s'agirait de jeunes gens entre 17 et 19 ans.

UNANIMEMENT CONDAMNE PAR L'O.N.U.

Franco, craignant la lumière, se refuse d'admettre le Sous-Comité d'enquête nommé par le Conseil de Sécurité.

La Bulgarie rompt à son tour.

La terreur répressive s'accentue en Espagne.

Les avatars de la proposition australienne

LA question espagnole continuait cette semaine d'être soumise à l'ordre du jour du Comité de sécurité de l'O. N. U. Après les débats de la semaine dernière et des conférences tenues par les membres du comité, le délégué australien modifia sa motion primitive en demandant la nomination d'un comité de cinq membres, qui étudierait l'affaire et présenterait un rapport au Conseil. M. Hodgson propose qu'un sous-comité composé de cinq membres soit nommé qui réunirait des données complémentaires, journies par les représentants aux Nations Unies et rédigerait un rapport qui serait présenté au comité le 31 mai au plus tard.

Cette proposition fut appuyée par M. Stettinius, délégué américain. Le sous-comité présenterait les faits et le comité déciderait. Cela ne modifiait pas l'attitude de son gouvernement à l'égard de Franco puisque celui-ci se refuse à expulser les 2.200 Allemands indésirables réfugiés en Espagne dont les Etats-Unis ont demande l'expulsion.

Le représentant russe, M. Gromyko, attaqua durement les membres de l'O.N.U. qui veulent maintenir la non-intervention.

L'ambassadeur de la France, M. Bonnet, objecta que le peuple espagnol attend avec anxiété la décision de l'O.N.U. Pour son compte, il estimait que ce devrait être le sous-comité lui-même qui devait appliquer les mesures qu'il croirait opportunes.

Le représentant de la Pologne présenta une nouvelle motion qu'on peut résumer ainsi : Trouver une base solide sur laquelle le comité pourrait s'appuyer pour prendre les mesures contre Franco.

Un moment, les débats se trouvèrent près d'une impasse. M. Hodgson résuma la situation : « J'ignore où va nous mener cette discussion, ni ce que nous allons faire si nous y parvenons ».

La séance fut levée sans qu'une décision soit prise.

Le lendemain, les représentants de l'Australie, de la France et de la Pologne se réunirent à nouveau et arrivèrent à un accord qui fut porté au sein du comité le vendredi 26.

Cet accord fut réalisé et mis aux voix le lundi 29.

Cette résolution avait la teneur suivante :

« L'attention du Conseil de sécurité a été attirée sur la situation en Espagne et le Conseil a été invité à déclarer que cette situation pouvait amener des frictions internationales et mettre en danger la paix et la sécurité internationale. C'est pourquoi le Conseil de sécurité rappelle la condamnation du régime de Franco qu'il a prononcée lui-même, la résolution prise au sujet de l'Espagne par la conférence de San-Francisco et l'opinion émise sur le régime franquiste par les membres du Conseil de sécurité.

» Il décide de poursuivre l'examen du problème pour savoir si la situation en Espagne a amené des frictions internationales et si la paix et la sécurité internationale sont menacées. Si le Conseil de sécurité décide qu'il en est ainsi, il arrêtera les mesures d'ordre pratique à prendre par les Nations Unies. Le Conseil de sécurité désignera un comité de cinq membres qui devra examiner les déclarations qui ont été faites au Conseil au sujet de l'Espagne, prendre connaissance d'autres déclarations et documents et soumettre aussitôt que possible un rapport au Conseil de sécurité. »

Le comité d'enquête est nommé

Lundi 29, le Conseil de sécurité se réunissait à nouveau pour mettre aux voix la proposition australienne. Des onze délégués, dix votèrent pour. Gromyko, délégué russe, ne leva pas la main contre, ce qui revenait à s'abstenir. Mais il déclara que si la Russie confirmait son opposition à l'enquête, elle donnait son adhésion à la partie de la résolution dans laquelle on exprime : « la condamnation unanime du régime franquiste ».

Le président nomma alors les délégués de l'Australie, du Brésil, de la Chine, de la France et de la Pologne comme membres du sous-comité chargé d'enquêter sur la question espagnole.

M. Gromyko fit remarquer que la Russie considère l'affaire comme une question de substance et non de procédure, mais il n'invoquerait pas le pouvoir de veto. Il dit que s'il avait voté contre la proposition australienne, elle n'aurait pas pu être approuvée en application du droit de veto, indiquant par là que de toutes façons il considérait la chose comme essentielle. « Cette abstention ne constitue en aucune façon un précédent », a-t-il conclu.

Le sous-comité se réunit en séance secrète

Le sous-comité d'enquête des cinq a commencé ses réunions le mardi 30 avril, dans une séance privée, pour examiner la masse de données et de documents qui étaient aux mains du Conseil de sécurité.

Plus tard on appelera des témoins, parmi lesquels un représentant du gouvernement républicain espagnol.

Franco n'accepte pas l'enquête

L'ambassade franquiste à Washington a précisé lundi soir que son gouvernement se refusait à accepter l'enquête et l'entrée en Espagne même du sous-comité de l'O.N.U.

Le porte-parole de l'ambassade a déclaré : « L'Espagne accepterait volontiers la visite d'une commission composée de personnes impartiales capables de faire un examen objectif et honnête du cas. Mais l'Espagne est un pays trop bien connu historiquement pour croire qu'elle accepterait une investigation menée par des personnes universellement connues comme nos ennemis, dont les intentions sont la destruction de notre Etat et de notre unité nationale. »

Les gouvernements et les peuples

Tandis que le représentant du Brésil s'opposait à la motion polonaise, l'Assemblée constituante brésilienne votait à l'unanimité cette résolution :

« Nous, représentants du peuple brésilien à l'Assemblée constituante, témoins de la lutte que les républicains espagnols continuent pour la restauration des libertés de leur patrie, lutte qui compte sur la sympathie et l'appui de tous les démocrates du monde, venons à l'occasion du quatorzième anniversaire de la République espagnole, joindre notre hommage à ceux que le peuple du Brésil a rendus aujourd'hui, en démonstration de notre solidarité envers ceux qui luttent pour la chute de Franco et le retour de l'Espagne au nombre des nations démocratiques.

» Certains que nous exprimons les sentiments de toute la nation, nous déclarons que notre ferme intention est de soutenir la lutte héroïque du peuple espagnol pour le retour, dans le plus bref délai possible, de la République et de la démocratie. »

La Bulgarie rompt

Le Bureau d'information bulgare publie un communiqué sur la rupture des relations diplomatiques entre la Bulgarie et l'Espagne franquiste.

Après avoir rappelé que la légation bulgare à Madrid était fermée depuis le 1er janvier 1946 et qu'à Sofia, seul le chancelier de la légation franquiste représentait son pays, le Bureau déclare :

« Le conseil des ministres a décidé hier la rupture complète des relations diplomatiques avec l'Espagne. Le chancelier de la légation espagnole sera invité à quitter la Bulgarie. »

DE NOUVELLES PIECES AU DOSSIER FRANCO

Lors de la bataille pour Berlin, les services spéciaux de l'armée rouge sont entrés en possession d'une partie des archives du ministère allemand des affaires étrangères. C'est ainsi que la correspondance entre le ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et le chargé d'affaire allemand en Espagne, von Moltke, a été découverte.

Il s'agit d'une correspondance relative à la conclusion en 1943 d'un protocole militaire secret entre l'Espagne et l'Allemagne et au plan du protocole militaire secret signé à Madrid le 12 février 1943.

Ces documents montrent que le complice de Hitler, le général Franco, n'a pas seulement aidé l'Allemagne au cours de la guerre mais qu'il a donné une forme égale à cette alliance militaire avec Hitler le 12 février 1943 et qu'il projetait de se ranger aux côtés de ce dernier contre les armées alliées au moment voulu.

DIX-HUIT SYNDICALISTES CONDAMNES A MORT A MADRID

Tandis qu'à l'extérieur la question espagnole est à l'ordre du jour, à l'intérieur Franco brave tout. La répression s'étend tous les jours davantage en Espagne et devient de plus en plus féroce.

Après les centaines d'arrestations d'Andalousie et de Catalogne, Franco prend de nouvelles mesures pour renforcer la surveillance de la frontière française, mesures destinées, dit le gouvernement de Madrid, à empêcher la contrebande des armes de France en Espagne. Cependant que le tribunal militaire de Madrid condamne à mort dix-huit membres de la C. N. T.

LA REVOLTE COMMENCE EN ESPAGNE

La prison de Barcelonne prise d'assaut

Quatre cents républicains auraient été libérés

Selon l'A. P., un important groupe de républicains espagnols a attaqué la prison de Barcelone. La garnison franquiste a été réduite à l'impuissance et les républicains sont restés maîtres de la situation pendant quelques heures

Quatre cents républicains internés ont été libérés à la suite de cet acte audacieux. Mais la police franquiste a violemment réagi et de nombreuses arrestations ont été opérées parmi les éléments soupçonnés de républicanisme.

D'autre part, vingt-cinq républicains seraient sur le point d'être exécutés.

MOUVEMENTS DE TROUPES A LA FRONTIERE

La frontière franco-espagnole, après avoir été entr'ouverte depuis le 25 mars pour permettre aux personnes domiciliées des deux côtés de la frontière de regagner leurs domiciles, a été fermée à nouveau dans la nuit du 1er mai.

Cependant, Franco se dit à nouveau menacé et envoie encore des renforts à la frontière en provenance de Madrid et du Sud de l'Espagne. Ces mouvements de troupes comprendraient, selon des informations de Madrid, les effectifs d'une division qui, partie de Madrid serait allée prendre position à la zone frontalière du nord de la Catalogne. On envisage l'envoi d'une autre division en fin de semaine. D'autres troupes du Sud-Est de l'Espagne seraient parties pour la région située au nord de Saragosse, tandis que d'autres, celles-ci venant du Maroc, seraient sur le point d'arriver à la péninsule, soi-disant pour être démobilisées.

PREOCCUPATION

Des nouvelles en provenance d'Irun et publiées par le « Daily Mail » de jeudi, indiquent que les « milieux officiels font preuve d'une certaine préoccupation pour la nomination, par le Conseil de sécurité de l'O.N.U., d'une sous-commission chargée d'investiguer sur la situation en Espagne ».

SEANCE AU CONSEIL DE SECURITE

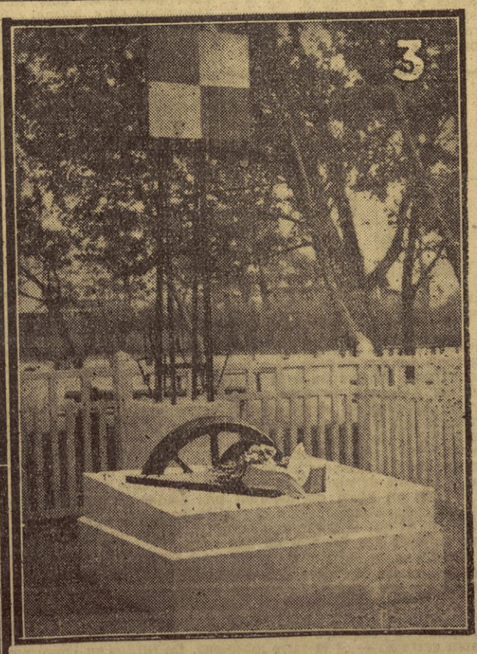
New-York, 2 mai. — A l'issue de la seconde réunion de la sous-commission d'enquête relative à l'Espagne et à laquelle assistaient les représentants de la France, de l'Australie, de la Chine, du Brésil et de la Pologne, le secrétaire général de l'O. N. U. a publié un communiqué résumant les questions qui y ont été traitées.

Depuis le début de l'année jusqu'à la fin de février, le secrétaire général a reçu 460 lettres ou télégrammes qui ont déjà subi un premier examen. La liste provisoire de ces documents a été soumise aux membres de la sous-commission.

Voici comment se classent les principales de ces communications:

1. Celles qui, au nombre de 44, condamnent le régime de Franco et le considèrent comme une menace pour la paix et la sécurité.
2. Celles qui demandent à l'O. N. U. que celle-ci prenne des mesures contre le gouvernement espagnol, notamment la rupture des relations diplomatiques et économiques.
3. Dans cette catégorie, la plupart des communications réclament la reconnaissance du gouvernement républicain et demandent l'instauration d'un nouveau régime en Espagne après des élections libres.
3. Celles qui accusent le régime d'appliquer des mesures de terreur et des exécutions de républicains.
4. Celles qui dénoncent l'asile que donne l'Espagne à des criminels de guerre.
5. Celles qui approuvent la résolution de l'assemblée générale de l'O. N. U. concernant le régime franquiste.
6. Celles qui réclament que la question espagnole soit inscrite à l'ordre du jour du conseil de sécurité.

Ces diverses questions seront soumises à l'enquête de la sous-commission qui s'efforcera, par ailleurs, d'obtenir des renseignements sur l'état de mobilisation de l'armée espagnole et les mouvements de troupes franquistes.



1. L'ex-président Hoover, envoyé spécial du président Truman pour étudier le ravitaillement de l'Europe, s'entretient familièrement, au cours de son enquête, avec les marchandes de poissons du marché de Copenhague.

2. Deux cents enfants français défitients, fils de résistants, de déportés politiques ou de sinistrés, embarquent au Bourguet pour l'Angleterre où ils sont invités par le gouvernement britanniques.

3. L'Amicale sportive des cheminots de Grenoble vient d'inaugurer cette stèle originale en souvenir des cheminots tombés pour la libération de la France, en héros et martyrs.

(« New-York Times », photos.)

BULLETIN INTERNATIONAL

LE GRAND JEU

La conférence de Paris n'a abordé jusqu'ici que les problèmes secondaires posés par l'élaboration du traité de paix avec l'Italie. Les réparations n'ont pas donné lieu à un grand débat, parce qu'avant d'en fixer le montant, la logique veut qu'on sache si le débiteur sera en mesure de payer. Comme de juste, ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne, ne tiennent à en faire indirectement les frais : ces deux pays sont prêts à fournir des capitaux au gouvernement de Rome pour qu'il puisse remettre en marche l'économie de la péninsule; ils ne voudraient pas que ces capitaux s'évadent aussitôt pour régler les indemnités réclamées par l'U.R.S.S. en son nom personnel et au nom de la Yougoslavie, de la Grèce et de l'Albanie. Une commission ira donc sur place se rendre compte des possibilités de paiement qui restent aux mains des Transalpins. Après quoi, et ceci est inquiétant, si ces possibilités existent, les nations occidentales, non seulement acquiesceront aux demandes soviétiques, mais se réservent de formuler pour leur part des demandes analogues.

Il est douteux que l'enquête ordonnée aboutisse à un résultat favorable : l'Italie, du sud au nord, a été laminée par la guerre. Seules, les usines de la plaine du Pô sont, dit-on, presque intactes; mais, là comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, les matières premières font défaut. L'emprise anglo-saxonne en est favorisée d'autant. Prétendre utiliser la force de production de ces centres industriels à payer des réparations aux Soviétiques serait demander aux financiers de la City et de Wall-Street un sacrifice inconcevable. Ces messieurs ne sont ni des philanthropes, ni des enfants. Il vaut mieux donc regarder la vérité en face. L'Italie ne paiera sans doute pas plus de réparations que l'Allemagne n'en a payé, en fait, après 1919. Que sont, en effet, les 50 milliards que le Reich a versés, au regard des sommes astronomiques qu'on lui avait d'abord imposées à ce titre? Mêmes observations pour la flotte, qui doit être répartie entre la Grande-Bretagne, la France, la Yougoslavie et la Grèce. Les journaux faisaient savoir ces jours-ci que ses équipages étaient résolus à la saborder. L'essentiel étant qu'elle disparaisse de la Méditerranée, nul peuple pacifique ne saurait voir un inconvénient à ce que soit adoptée cette solution extrême.

La question de Tripolitaine sera certainement plus difficile à résoudre. A ce propos, la dernière manœuvre du Foreign-Office est admirable. Moscou, revenant sur les exigences qu'il avait d'abord formulées, accepterait d'exercer le Trusteeship conjointement avec l'Italie. Le tour était habile : les deux pays nouaient ainsi l'alliance du cavalier et du cheval, et chacun sait que les cosaques sont de parfaits cavaliers. Londres, aussitôt, posa que la tutelle fût remise à la Ligue arabe. Les Soviétiques en eurent le souffle coupé; on ne pouvait aller plus loin dans le respect, au moins apparent, des susceptibilités musulmanes. Les Etats-Unis, qui ne perdent pas de vue leurs intérêts méditerranéens, n'ont encore rien dit. Mais il est probable que Tobrouk deviendra un nouveau Gibraltar britannique sur la route des Indes. On attend la riposte russe. Et l'on connaît déjà la réponse qu'y fera la diplomatie anglaise : « Alors, nous demandons une base dans la Baltique! »

Le sort du Dodécanèse, lui, est déjà fixé. Il fera retour à la Grèce, sans hypothèque étrangère, du moins pour l'instant...

Mais tout cela, ce ne sont encore que les bagatelles de la porte. Les vrais problèmes, ceux qui engageront pour longtemps la vie de l'Europe, sont encore à l'étude. Laissons de côté les petites questions irritantes, que les nouveaux Etats soumettent aux Quatre, avec l'espoir naïf de les voir résolues sans délai. Les points de friction abondent, dans tous les coins du continent : tout récemment, la Tchécoslovaquie, sans même en informer sa voisine — et M. Modzelewski, sous-secrétaire d'Etat polonais aux affaires étrangeres, s'en est plaint avec mesure dans son discours du 1er mai — demandait l'examen de ses prétentions sur les régions de Glatz et de Teschen; le maréchal Tito réclamait au sujet des Slovènes de Klagenfurth, etc. M. Bidault, lui, réussissait à faire inscrire à l'ordre du jour la question allemande, qui reste la première de toutes. Sur cette dernière, dont la solution sera certainement des plus ardues, la revue anglaise « The Economist », dans son numéro du 20 avril, s'exprimait ainsi : « Il est difficile de prévoir le cours des discussions au sujet de l'Allemagne occidentale. Ici, c'est la France qui est la minorité récalcitrante, et la politique russe est encore inconnue. Mais, dans ce cas également, la formule du compromis sur quelques points et de la fermeté sur d'autres pourrait être utile aux Américains et aux Britanniques. Les Britanniques et les Américains peuvent faire beaucoup pour satisfaire les Français, en ce qui concerne les garanties économiques et militaires. Il n'y a pas de raison, par exemple, pour qu'une sous-commission de la commission de contrôle centrale ne soit pas instituée tout de suite pour surveiller l'évolution économique de la Ruhr et devenir le noyau d'un organisme de contrôle permanent. Mais, sur la question de la séparation politique et de l'établissement d'Etats « indépendants », il ne faudrait pas faiblir. »

La tactique anglo-saxonne n'a jamais été exposée avec autant de netteté, et, pourrait-on dire, de crudité. On connaît les raisons que font valoir les milieux politiques londoniens : elles ressemblent étrangement à celles qu'ils mettaient en avant, à la fin de la guerre précédente. « L'Allemagne ne peut être occupée indéfiniment par des forces militaires; il ne faut donc pas la plonger dans le désespoir, en ruinant complètement son économie. Des révoltes pourraient s'ensuivre qui ne feraient que nuire au maintien de la paix européenne. Aucun pays n'a intérêt à ce que subsiste, au centre du continent, un foyer de désordres, qui risquerait de ne trouver son ordre que dans un fascisme renouvelé. Songez aux frais — car tout se résout en livres et en dollars — et aux vies humaines — car on cède parfois à la sensibilité — que coûterait un contrôle trop strict et les répressions indispensables. L'Allemagne doit pouvoir produire et exporter, afin de payer ses créanciers, etc., etc... » On connaît l'antienne. Elle a déjà servi. Et il faut s'apprêter à voir les diplomates sortir cette fois le grand jeu, qui consiste — voir plus haut — à céder sur un point pour mieux résister sur un autre. Moscou a déjà pris ses garanties. Le Kremlin regarde d'un œil froid les discussions qui s'amorcent, les intrigues qui se nouent. Les communistes berlinois, unis sur ce point aux autres partis allemands, protestent d'avance contre les solutions françaises, évidemment radicales. Les Américains se désintéressent de plus en plus de cette vieille Europe, où les souvenirs historiques et les suspicions réciproques enveniment à plaisir les différends les plus anodins.

Et cependant, on oublie de consulter ceux qui payent de leur liberté ou de leur sang toutes ces rivalités, on oublie de donner la parole aux représentants des classes ouvrière et paysanne organisées. La Fédération syndicale mondiale, une fois de plus, vient de le rappeler, sans douceur, aux représentants des Quatre grands, réunis une fois de plus pour fonder la paix. Paix destinée à rester précaire tant qu'elle ne sera fondée que sur les hasards du jeu diplomatique.

Pierre ORSINI.

Et le peuple espagnol, quoi?

Maintenant que le problème espagnol a été porté devant le Conseil de sécurité de l'O. N. U. il se produira un déchaînement de controverses plus grand encore que lors de la question persane.

Cette dernière n'était fondamentalement qu'un conflit d'intérêts qui pouvait être résolu par une certaine fermeté tempérée par un « donnant donnant ».

Mais le problème espagnol ne permet pas une solution en une certaine façon aussi facile. La tragédie de l'Espagne réside dans le fait que l'économie vient au second rang et passe après les sentiments politiques.

Il est très instructif de rappeler que cette lutte farouche suit le long de toute l'histoire espagnole. Les Espagnols aiment et haïssent avec une intensité presque incroyable pour des tempéraments plus égaux. On ne peut pas comprendre à proprement parler l'Espagne sans prendre ce fait en considération.

La principale difficulté du problème espagnol — qui, dans le fond consiste à savoir si Franco doit partir ou rester — réside dans ce que les deux côtés sont si complètement intransigeants et intraitables qu'une solution quelconque basée sur un compromis apparaît lointaine dependant que les alternatives sont si effrayantes qu'il faut, malgré tout, tenter d'arracher des concessions aux deux côtés.

LE FACTEUR VITAL

Les actes récents de la France en fermant sa frontière avec l'Espagne (et cela est évidemment une inexactitude de l'auteur) en reconnaissant le gouvernement Giral, ont dit mieux en faveur du cœur que de la tête de la nation française. Il y a peu de gens qui ne partagent pas son attitude envers le présent régime de l'Espagne, mais il y en a beaucoup qui ne pourraient appuyer cette action unilatérale. Cette action, en effet, ne peut jamais être qu'un geste aussi longtemps que l'Angleterre et les Etats-Unis n'y prendront pas part.

N'ayant pas ce facteur vital il est plus que probable que cette mesure renforce cela même qu'elle était destinée à renverser.

Le grand danger qu'il y a dans une intervention dans les affaires espagnoles c'est de laisser cet infortuné pays dans un état pire qu'il n'était.

Les meilleurs amis de l'Espagne ne sont pas nécessairement ceux qui proposent des mesures héroïques. On néglige souvent la vraie extension de l'agonie de ce pays pendant la guerre civile.

On oublie, on simplement on ignore, que cette lutte désastreuse a coûté à l'Espagne 1.000.000 de vies, trois fois plus que les pertes britanniques dans la dernière guerre mondiale. Ce souvenir ne mourra jamais dans la mémoire de ceux qui vécurent le plus tragique événement de l'Histoire espagnole et ce serait commettre le plus grand des crimes que faire quoi que ce soit pour aboutir à une répétition.

Quand on s'occupe de l'Espagne, il faut toujours avoir soin d'éviter le grand danger qu'il y a à lire à travers les leçons des événements. Le régime de Franco s'est montré détestable aussi bien dans la paix que dans la guerre, mais il faut envisager la solution, avant tout, du point de vue de ce qui est le mieux pour le peuple espagnol lui-même.

Frank STEFANI

(Lire la suite en page 3)

GFP 3321

Le désarmement psychologique

UN nouveau spectre hante le monde : apaiser les soupçons. En 1938 nous apaisions la folie allemande des grandeurs; aujourd'hui nous apaisons la folie russe de la persécution. Les chances de succès sont, dans le second cas, à peu près les mêmes qu'elles l'étaient dans le premier.

D'une façon encore plus appuyée qu'au cours des récents événements politiques, la hauteur où s'élève la folie russe de la persécution a été révélée par les incidents grotesques qui ont marqué la première visite des joueurs de football russes en Angleterre. Ces sportifs qui n'étaient jamais allés à l'étranger auparavant se sont déplacés dans Londres avec la vigilance méfiante d'une expédition chez les chasseurs de têtes africains. Ils refusèrent de s'entretenir avec les représentants des journaux de sport. Ils refusèrent de répondre à des questions telles que : « Comment trouvez-vous Londres ? » et « Combien d'onces pèse un ballon de football russe ? ». Ils ont refusé de toucher aux sandwichs au poulet que leur offrit la Football Association; si Maxime Gorki a été empoisonné par suite d'un complot machiné à l'étranger, comme nous le savons tous officiellement, quoi de plus naturel que d'empoisonner un simple joueur de football russe ? La série des incidents commença par leur refus de jouer tant que l'on ne leur aurait pas donné de meilleurs logements et se termina par le récit qu'ils firent, une fois rentrés en Russie, de la défaite qu'ils avaient infligée à l'équipe nationale d'Angleterre, bien qu'ils n'eussent fait que battre l'équipe de Chelsea, renforcée de quelques joueurs qui avaient été invités. Tout bien considéré, leur visite fit plus de mal à l'entente anglo-soviétique que trois conférences diplomatiques.

MYTHE DU TEMPS DE GUERRE

Je mentionne ce curieux incident pour illustrer le fait que la méfiance à l'égard du monde extérieur n'est pas confinée à MM. Molotov et Vichinsky, mais qu'elle est devenue un facteur psychologique de masse dans tous l'Union Soviétique. Tant qu'existera cet état de choses pathologique, tout espoir d'une véritable coopération mondiale est illusoire. Mais c'est également une illusion que de penser que la folie de la méfiance peut se guérir à l'aide de petites pilules d'apaisement. Pendant la guerre on a fait pression sur les journaux et la radio de ce pays-ci pour qu'ils n'expriment aucune critique qui aurait été susceptible d'irriter le caractère sensible de notre allié soviétique. Les livres qui critiquaient le régime de Staline furent retirés du catalogue des éditeurs. Toute allusion au fait que la Russie ne connaît qu'un seul parti et qu'elle est une dictature a été supprimée. Toute allusion au fait que la Russie : 1. serait communiste; 2. aurait cessé d'être communiste; que la Russie: 1. voudrait la révolution internationale, 2. aurait abandonné l'idée de la révolution internationale, devait soigneusement être évitée. Ainsi, la presse, sous l'égide de Lord Beaverbrook, créa le mythe de l'« oncle Joe », dont la pipe dépassa en popularité même le cigare de Churchill et la fume-cigarette de Roosevelt. Mais en passant à travers le filtre de la censure soviétique et à travers les canaux contrôlés de l'agence Tass, de la presse et de la radio soviétiques, le doux roucoulement des voix occidentales se transforma pour devenir l'aboiement de chiens enragés impérialistes. La bataille de Grande-Bretagne et la bataille des Mers, les campagnes d'Afrique du Nord et d'Italie ont été atténuées par le filtre jusqu'à devenir à peine perceptibles, tandis que les clameurs qui demandaient le « second front » ont donné au peuple russe l'impression qu'il n'y en avait qu'un et que les Russes étaient seuls à se battre. La majorité des citoyens soviétiques n'a jamais entendu parler de Dunkerque, de Bataan, d'Alamein. Ce dont ils ont entendu parler ce furent d'informations venant du Caire selon lesquelles les Britanniques étaient en train de négocier une paix séparée, selon lesquelles les forteresses volantes américaines lançaient des armes au maquis fasciste de Varsovie et selon lesquelles nous étions assis dans nos fauteuils, regardant le peuple russe se faire saigner à mort. Rien de ce que les puissances occidentales ont fait ou n'ont pas fait, rien de ce qu'elles ont dit ou non pas dit, ne pouvait avoir d'influence sur les soupçons russes — car ces soupçons naissent artificiellement, ce sont des plantes de serre qui ne sont pas affectées par la véritable température qu'il fait de l'autre côté des parois de verre.

Quelles raisons historiques ont, depuis 1918, incité les dirigeants de l'Etat soviétique à créer de façon systématique ce climat artificiel ? Ils ne l'ont certainement pas fait par stupidité ni par malveillance. Hitler et Goebbels ont excité les Allemands jusqu'à les amener à un état d'hystérie de masse, parce qu'ils préparaient la guerre. Mais l'élément dominant dans la politique soviétique jusqu'en 1941 a été d'écarter la guerre à tout prix, même au prix du pacte Hitler-Staline de 1939.

Il y a eu deux raisons pour lesquelles le commun des mortels en U. R. S. S. a dû être vacciné contre les influences étrangères. La première raison est extérieure, la seconde intérieure. La raison extérieure est assez évidente et elle était suffisamment réelle pour justifier la prudence dans les rapports avec le monde capitaliste. Les puissances occidentales avaient soutenu les armées de la contre-révolution pendant la guerre civile. Elles persécutaient les communistes. Elles attendaient, pleines d'espoir, l'effondrement du régime soviétique et elles essayaient de diverses manières de le hâter. Leur presse et leurs hommes politiques réactionnaires répandaient d'effroyables mensonges sur la situation en Russie et représentaient le jeune pays souffrant et luttant, sous les couleurs d'une gigantesque maison de prostitution, gouvernée par des sadiques ivres, qui violaient les religieuses. Tout cela a donné à la jeune révolution une sorte de traumatisme. Le guérir eût en tout état de cause pris un temps considérable. Du fait de la raison numéro 2 (voir ci-dessous), les dirigeants soviétiques avaient intérêt non pas à guérir le traumatisme, mais à le fixer. Ils maintinrent le souvenir de « l'intervention capitaliste » et le slogan d'une « croisade antisoviétique », du « Cordon sanitaire » toujours présent à l'esprit du peuple. Ils en firent une obsession.

CONTRASTE DES ATTITUDES

Comparons maintenant cette évolution avec l'évolution parallèle des esprits en Occident. Les pays occidentaux ont eu, naturellement, des raisons tout aussi sérieuses de se méfier de la Russie que ce fut le cas dans l'autre sens. Jusque vers 1935, le but avoué de l'Internationale communiste était le renversement par la violence de leurs régimes. La série de grèves et de révolutions avortées qui se répandit sur le monde à la suite de la révolution russe fournit le traumatisme équivalent pour les pays occidentaux.

Toutefois vers 1935, en Occident, chez la moyenne des individus ayant un bon sens, cette blessure s'était cicatrisée. Ils avaient pu y parvenir parce que la liberté de la presse, la liberté de discussion, l'absence de censure pour les livres etc..., leur avaient peu à peu permis d'apercevoir les choses sous leur véritable jour, et de constater que la Russie désirait réellement la paix afin de créer son industrie, que l'appui qu'elle donnait à la révolution mondiale n'était plus qu'à moitié ou même au quart enthousiaste et que les communistes en dehors de la Russie étaient un groupe surtout verbal d'idéalistes plutôt à plaindre qui, en Allemagne et dans l'Europe orientale, étaient martyrisés sans que Moscou levât le petit doigt pour les aider, tandis qu'en Occident ils étaient plus agaçants que dangereux. Les manïaques de la persécution qui en Occident en étaient encore à l'épouvantail rouge étaient devenus à cette époque une minorité réactionnaire, qui allait sans cesse diminuant. La majorité était convaincue qu'en dépit des différences de structure sociale et politique, les Soviets et l'Occident pouvaient faire des affaires ensemble et trouver un modus vivendi stable. Ainsi la blessure originelle se cicatrisait peu à peu en Occident, tandis qu'elle était artificiellement envenimée et tenue ouverte par le système de propagande centralisée des Soviets. Pourquoi ? Nous arrivons maintenant à la seconde raison, intérieure celle-là, de cette attitude.

CRAINTE DES COMPARAISONS

La transformation de l'Eurasie soviétique, d'un pays agricole arriéré en un pays industriel moderne a constitué une œuvre considérable qui a exigé que des sacrifices gigantesques fussent imposés à la population. Ces sacrifices ont consisté à exporter des denrées alimentaires et des matières premières afin d'importer des machines et à se consacrer uniquement à l'industrie lourde au lieu de produire des biens de consommation. Par suite de cela, les plans quinquennaux ont dû, au lieu d'élever, abaisser le niveau de vie des masses en comparaison avec ce qu'il avait été durant la N. E. P. Pour les dirigeants, c'était là une conséquence logique et inévitable de leur politique à longue échéance. Mais c'eût été trop que d'attendre que les masses comprissent le paradoxe que les ouvriers et les paysans dans un pays socialiste fussent dans une situation pire, du point de vue de la nourriture, des vêtements et du logement, que les ouvriers et les paysans se trouvant sous le joug capitaliste. L'occasion de pouvoir faire des comparaisons aurait signifié une irritation constante et aurait excédé la faculté du commun des mortels de penser par abstraction. La Russie s'était embarquée dans une aventure sans précédent, laissant l'abondance du pays d'Egypte derrière elle, et il était simplement logique que l'abondance fût tenue hors de la vue du peuple, tandis qu'on le menait à travers le désert vers le but lointain. C'est ainsi que le rideau de fer fut baissé tou tautour de la Russie. Aucun citoyen soviétique ne fut autorisé, sauf pour une mission spéciale, à franchir les frontières de son pays ou à entretenir des rapports d'amitié avec des journalistes et des ingénieurs étrangers en Russie. La non-fraternisation a été la devise des contacts russes avec le monde extérieur pendant la durée de toute une génération. Le monopole de l'Etat en matière d'information, les campagnes et les procès sensationnels contre les saboteurs étrangers ont fait le reste pour donner aux masses russes un tableau grotesquement déformé des conditions régnant en Occident. Dans cette atmosphère de serre de la propagande, les germes de la méfiance ont donné une plante tropicale.

Voilà comment est née la méfiance. Que pouvons-nous faire pour l'abattre ?

De simples manifestations de bonne volonté sont inutiles. Si demain les plans complets des usines atomiques étaient remis sans condition sur un plateau d'argent à M. Vichinsky, la « Pravda » informerai le peuple russe que « la pression irrésistible du parti communiste et des masses ouvrières a obligé le gouvernement impérialiste américain à capituler devant leus exigences », et les choses continueraient exactement comme par le passé.

Certaines personnes mettent leur espoir dans les soldats russes qui, en rentrant, répandraient la nouvelle de ce qu'ils ont vu à l'étranger et feraient ainsi peu à peu disparaître la barrière. Je crois qu'il ne faudrait pas surestimer cet espoir. Une fois démobilisés et dispersés, les anciens combattants vont se trouver de nouveau soumis à l'atmosphère de serre chaude de la propagande et, au bout d'un an ou deux, ils oublieront ce qu'ils ont vu aussi complètement qu'ils avaient oublié, en 1941, qu'en 1939 la radio de Moscou traitait l'Angleterre et la France d'agresseurs dans la guerre impérialiste contre l'Allemagne.

Bref, les palliatifs ne serviront à rien. Le gouvernement soviétique a réalisé pour la première fois dans l'histoire un monopole d'Etat absolu, non seulement en matière de production et de distribution des idées, des opinions et des émotions. La paix mondiale ne peut devenir une réalité que si les soupçons sont abolis. Les soupçons ne peuvent être abolis que si l'on peut inciter le gouvernement soviétique à tourner le grand robinet de son usine de propagande.

Comment pourrait-on amener les dirigeants soviétiques à faire cela ? La première condition nécessaire est que nos propres hommes d'Etat se rendent compte qu'aucun traité politique, qu'aucun accord commercial ne peuvent garantir la paix, tant que, psychologiquement, ce monde restera divisé en deux mondes, avec la folie de la persécution d'un côté, une alarme grandissante de l'autre. Aucun traité, aucun accord sur le papier n'amènera les puissances à désarmer, tant que la population restera dans un état d'anxiété aiguë et d'hystérie latente.

La conclusion, comme l'objet du présent article, est une requête adressée aux hommes politiques pour leur demander de tenir compte du facteur psychologique dans leurs calculs des forces, comme égal en importance à l'aviation et à la marine. Pour parler de façon plus précise, l'armement psychologique devrait faire l'objet de négociations internationales et de compromis politiques tout comme l'armement aérien et naval, et être soumis à des clauses tout aussi nettement définies que l'est par exemple l'armement maritime. Par « armement psychologique », je ne veux pas désigner les critiques dirigées par un pays contre un autre pays. Ce droit démocratique est aussi vital sur le plan international qu'il l'est sur le plan national et de telles critiques ne peuvent pas faire beaucoup de mal si le pays qui est critiqué a toutes facilités pour exposer sa cause dans la presse du pays dont proviennent les critiques. Mais elles deviennent dangereuses si le pays qui se trouve attaqué est privé du droit de se défendre — comme cela se passe actuellement pour les pays occidentaux dans la presse soviétique, qui imprime les discours de M. Vichinsky, mais supprime les réponses de M. Bevin; qui imprime les déclarations de l'E. L. A. S., mais supprime celles du gouvernement grec, et ainsi de suite.

CONDITIONS DU DESARMEMENT

L' « armement psychologique » se mesure par la limite jusqu'à laquelle un gouvernement fait obstacle au libre échange des informations et desidées avec le monde extérieur. Un pays qui construit une ligne Maginot de la censure, de derrière laquelle elle tire les salves de sa propagande, commet une agression psychologique.

Depuis la fin de la guerre, l'U. R. S. S. a émis certaines prétentions en Europe sud-orientale, dans le Moyen et l'Extrême-Orient et en Afrique du Nord. Les puissances occidentales, qui n'ont aucune prétention à faire valoir en réponse devraient réclamer à la place un désarmement psychologique qui comporterait les clauses suivantes :

1. Liberté d'accès des journaux, périodiques, livres et films étrangers en U. R. S. S.;
2. Modifications de la censure soviétique (s'il doit y avoir une censure) telles qu'elles permettent la libre circulation des informations relatives au monde extérieur sur tout le territoire soviétique;
3. Liberté d'accès des journalistes dûment accrédités, des commissions parlementaires, etc..., en territoire occupé par les Russes;
4. Abolition des interdictions de circuler par les étrangers en territoire soviétique et pour les citoyens soviétiques à l'étranger;
5. Active coopération avec les puissances occidentales pour l'organisation des plans de « vacances à l'étranger » sur la base d'un échange réciproque pour les étudiants, les professeurs, les écrivains, les ouvriers, et dans chaque profession.

Je ne sais pas si c'est là une idée contre-révolutionnaire, trotskiste ou fasciste; mais je sais que si elle était mise à exécution, si les portes de la serre étaient ouvertes au soleil et à l'air frais de l'atmosphère naturelle du monde, la prochaine guerre (qui signifiera notre fin à tous, y compris celle du peuple russe) serait évitée.

Le continent européen est un lieu de carnage, son niveau de vie est tombé au-dessous de celui de la Russie des Tsars. Ainsi à la différence des années qui ont précédé la guerre, les dirigeants soviétiques n'ont plus de raison de craindre des comparaisons trompeuses, si le rideau de fer est levé. En outre, le désarmement psychologique conduirait presque automatiquement au désarmement matériel et l'énorme potentiel soviétique, ainsi détourné vers des voies productives, amènerait un accroissement rapide du niveau de vie du peuple soviétique et rendrait l'isolement encore plus superflu. Le cercle vicieux actuel se trouverait renversé. Si j'étais un homme politique, je troquerais avec joie le pétrole du nord de la Perse, plus un trusteeship en Afrique du Nord, contre l'acceptation de ces demandes.

Personne ayant son bon sens ne s'attendra que les dirigeants soviétiques consentent facilement à cela. D'où l'idée que l'on devrait faire du désarmement psychologique un objet de marchandage dans toutes les négociations futures et lui donner une priorité de faveur sur l'ordre du jour politique. La demande d'une libre circulation des idées à travers les frontières, du rétablissement de la circulation du sang dans l'organisation du monde, devrait être présentée à chaque réunion des Trois Grands, du Conseil de sécurité des commissions et de l'Assemblée de l'O. N. U. On devrait en faire la condition préalable de concessions dans les domaines géographique, économique et scientifique. Pour la faire accepter, l'usage de tous les moyens de pression politique et économique se justifierait pour une fois du point de vue moral. Car l'alternative pour les vingt années que nous allons connaître réside dans un monde « un » — ou bien pas de monde du tout.

Arthur KOESTLER

Article paru dans l'hebdomadaire anglais « TRIBUNE ».

LE PRIX LITTERAIRE GARCIA LORCA

C'est au cours d'une matinée artistique qui a eu lieu au théâtre municipal de Casablanca, qu'ont été décernés les prix du grand concours littéraire organisé par le cercle Garcia-Lorca et destiné à récompenser deux productions en langue française (prose et vers) et deux productions en langue espagnole (prose et vers).

Le jury, composé de MM. Penz, docteur ès lettres, inspecteur de l'enseignement, maître de conférences à l'Institut des Hautes Etudes marocaines; Huguet, président du syndicat des éditeurs du Maroc; Gueron, journaliste; Antonelli, professeur au lycée Lyautey; Kagan, docteur en droit, avocat au barreau et Alezais, artiste peintre, a retenu les œuvres suivantes :

Langue française (vers) : Pas de premier prix; 1er accessit, M. Pierre Budan, de Rabat, pour son poème « Le Naufrage »; 2e accessit, Mme Georgette Fourstenberger, lauréat de l'académie des Jeux floraux de Tunisie, membre de l'Académie, pour son « Ode à l'Espagne » et à M. Marcel Bouquet, de Casablanca, pour son poème « Le Fusillé ».

Langue française (prose) : Aucune œuvre n'a pas été retenue.

Langue espagnole (vers) : Pas de premier prix; 1er accessit (3.000 francs), à M. Antonio Gavillan, d'Oran, ancien collaborateur de « El Sol », « Claridad », « El Socialista », « Estampa », etc..., ancien secrétaire de l'Association de presse à Larache, auteur théâtral, pour sa « Rapsodie Espagne ».

Langue espagnole (prose) : Prix Garcia-Lorca, à M. Miguel Peydro, avocat, ancien collaborateur de « El Liberal », « La Tierra », « Cartagena Nueva » etc. Auteur de diverses œuvres publiées en Espagne, Argentine, Maroc, etc..., pour sa nouvelle, « La Domada », hors concours; 1er accessit (prix en numéraire), à M. Francisco Balseiro, instituteur espagnol, pour son travail « Yo maté la verdad ».

M. Giral partirait pour New-York

Londres. — On apprend que le docteur José Giral, premier ministre du gouvernement républicain espagnol, partira probablement pour Londres dimanche prochain. Sa visite, qui aura un caractère officiel, sera de courte durée.

M. Giral a déclaré qu'il partirait pour New-York le 11 ou 12 mai et qu'il apporterait des preuves accablantes sur le régime de Franco.

Dissolution du conseil phalangiste

Londres, 2 mai. — La radio britannique annonce de Madrid qu'un décret portant dissolution du conseil phalangiste doit paraître aujourd'hui au « Journal officiel » espagnol. Ce conseil doit être remplacé par un organisme nouveau composé de 50 membres seulement.

L'Espagne Républicaine

est en vente à :

FRANCE
Dans les librairies des gares principales et dans tous les kiosques.

ALGERIE :
Rafaël Soria
5, rue Lourmel
ORAN (Algérie).

ANGLETERRE :
The Continental Publishers et Distributors Limited
Bedfod-Street
LONDON W. C. 2

BELGIQUE :
Louis de Diègo Pèrez
163, rue Montigny
Compte chèque postal n. 7714-65
CHARLEROI (Belgique)

TCHECOSLOVAQUIE
Jtalskà 36
PRAGUE XI

MEXIQUE :
F. Carreras Roura
Ateneo Salmeron
Tucuba, 15, altos
MEXICO D. F.

SUISSE :
Association « Epagne Libre »
Case post M. B. 173
GENEVE (Suisse).

Maisons qui en ont l'exclusivité

PARALLÈLE

28 avril 1945

Une fin..... Un commencement

POUR peu que l'on soit porté par instinct, par goût ou par tout autre raison à suivre avec une attention soutenue les événements qui se succèdent, on ne manque pas d'être frappé par certaines coïncidences.

L'Histoire de la dernière guerre nous fournit quelques exemples frappants qu'il n'est peut-être pas mauvais de revoir de temps en temps, si l'on veut construire l'avenir en tenant compte du passé, surtout lorsque ce passé est si chargé d'enseignements que celui que le mauvais sort de notre génération nous a contraint de vivre.

Or, donc le 28 avril 1945, la grande puissance totalitaire allemande en était réduite à offrir, par la voix de son syndic de faillite, une capitulation sans condition, que les Alliés, depuis longtemps, lui proposaient pour mettre fin à un carnage qui, de toute évidence, devenait inutile. Himmler, au nom d'une Allemagne vaincue et à défaut du grand responsable, venait, tel un quelconque chef d'Etat, implorer la Paix. Quant à Hitler, plus par fierté que par remords, il disparaissait de la scène qu'il avait ensanglantée soit pour aller rejoindre ses propres victimes dans l'au-delà, soit pour se faufiler, honteusement, dans un lieu solitaire comme un vulgaire forçat dont la Société ne veut plus, ou dans son dernier repaire, comme une bête traquée.

Ainsi en avait décidé, non pas seulement le sort d'une guerre atroce et sans merci, mais la justice, sans laquelle la vie n'aurait aucun sens et qui — après une longue attente parfois — finit quand même toujours par imposer sa loi.

Mais le 28 avril 1945, aussi, c'est-à-dire aux mêmes heures, mourait, dans les circonstances que l'on sait, un autre grand coupable, Mussolini, en compagnie de son complice et plat valet Farinacci. Le peuple italien, enfin libéré de l'oppression qu'il subissait depuis de longues années, dans un sursaut de colère, n'a pas pris le temps de philosopher et pour être sûr que justice soit faite a cru bon — à tort selon certains — et la faire lui-même. Ce fut, qu'on l'approuve ou non, un nettoyage par le vide, radical et rapide et qui ne fit, nous osons l'espérer, que devancer la date du châtiment suprême, qui aurait été ordonné dans des formes plus solennelles.

Que les consciences scrupuleuses aillent en paix! A bien considérer la victime on ne peut redouter une erreur judiciaire. Ses crimes sont nombreux et trop odieux à commencer par celui de ce cher Matteotti, première victime du fascisme italien. Crime crapuleux, s'il en fût, par les intentions et les motifs qui le firent concevoir et les procédés employés pour son exécution.

La série ne faisait que s'ouvrir... L'assassinat collectif de l'Italie devait suivre, pour aboutir, après le honteux coup de poignard dans le dos de la France, au crime des crimes, la participation aux côtés de l'agresseur à la guerre mondiale.

A ces souvenirs, effeuillés avec tristesse, qui me reviennent presque malgré moi, s'en ajoute un autre, dont on a généralement peut-être moins gardé la mémoire. Le 28 mai 1945, en effet, la pauvre Hollande, occupée avec une cruauté bestiale, systématiquement dévastée, au nom des grands principes nazis et par eux aussi mourant de faim, était pour la première fois ravitaillée en vivres par une flottille aérienne anglaise.

L'anniversaire de cet acte d'humanité vient d'ailleurs d'être célébré d'une façon touchante. Une escadrille de forteresses volantes, à un an d'intervalle jour pour jour, a survolé ce malheureux pays, qui renaît à la vie et a jeté sur lui des fleurs symboliques.

Et c'est là l'histoire d'un jour! D'un jour bien proche d'un autre, le 1er mai, qui a aussi son histoire et malheureusement ses martyrs.

Mais que doit-il se passer dans la tête du caudillo Franco, lorsque, méditatif et inquet, il revoit le passé l'inventorie, et suit avec précision les événements qui semblent — avec le recul du temps — avoir été réglés avec une synchronisation parfaite.

Nul doute qu'il doit revoir Mussolini, son cher Benito comme il l'appelait dans l'intimité, prononçant, avec cette hargne que ces adorateurs prenaien tpour u nsigne de génie, la bave aux lèvres et les yeux hagards, le fameux discours où il tonitruait : « Les forces politiques du siècle dernier, démocraties, socialisme, libéralisme sont épuisées. La preuve c'est qu'elles ne disent plus rien aux nouvelles générations. »

Il se revoit, plein de béatitude, applaudissant, avec frénésie, à de telles affirmations et se jurant à lui-même d'être le meilleur support du chef qui partait, avec son complice Hitler à la conquête de ce qu'il appelait « une nouvelle civilisation », répondant si bien à son ambition immesurée.

Ses espoirs ont été lamentablement déçus! Aussi, abandonnant le passé pour scruter l'avenir, il aperçoit, en gestation, une société nouvelle, qui est loin d'être celle qu'il avait rêvée.

Il voit, petit à petit, mais inlassablement, l'Europe tendre vers un tout spirituel et économique, que rien ne pourra empêcher et qui formera un lien, aussi indissoluble que fort, entre tous les peuples, non plus pour leur asservissement collectif, mais pour leur bien-être, leur prospérité et la Paix universelle.

Ne commence-t-il pas lui-même à être banni par l'ensemble des peuples qui composent le monde civilisé et qui le tiennent sous leurs feux convergeants?

Les trois faits qui illustrent la grande journée du 28 avril 1945 sont tout un symbole. L'union totale et généreuse des peuples a su venir à bout d'une coalition monstrueuse et monstre contre la Liberté. C'est à elle qu'est due la Libération. Elle est plus que jamais nécessaire pour réparer les ruines accumulées, panser les plaies et redonner la vie.

Elle sera, en dépit des divergeances de détail qui peuvent, au départ, se trouver sur sa route et retarder sa réalisation.

Plus ne sera possible aux grands criminels d'attirer leurs peuples dans des guets-apens, à plus forte raison plus ne sera possible à des complices de dernière zone de survivre et de jouer aux matamores.

Les peuples veulent la Liberté et la Paix. Le 28 avril 1945 a fait la preuve que, grâce à l'Union de tous, le rêve pouvait devenir une réalité!

François DONNEZ

POLEMIQUES ET DISSONANCES

L'Espagne n'est pas le pays des diligences

MON premier article a donné un fruit : une lettre pleine de finesse et de discrétion que m'a envoyée, avec des éloges dont je lui suis reconnaissante, M. D. Orellana, réfugié espagnol. Ce nouvel ami se réjouit de ce que moi, Française, aie signalé, avec citations à l'appui, ces pittoresques déformations que commettent en parlant de l'Espagne, beaucoup d'écrivains français plus ou moins illustres, et ces erreurs de détail qui irritent un Espagnol, peut-être encore plus que les amples ignorances. Les écrivains espagnols lorsqu'ils parlent de la France ne commettent pas de telles erreurs ni déformations, ajoute-t-il, simplement.

M. Orellana est-il bien sûr de cela? Je me souviens que « Colombine », écrivant sur je ne sais plus quel procès, prit l'abréviation Me, de « maître », appliquée à un avocat, pour celle de Madame, et loua l'esprit de prétoire des femmes françaises. Dans un article publié dans « La Esfera », José Francès, ce crétin aujourd'hui académicien, parlait des images d'Epinal, comme si Epinal était un graveur, au lieu d'une ville. Sur un journal de Barcelone je lus « bagarre d'agents », au lieu de « barrage d'agents », erreur démontrant l'imbroglio dont fut victime ce pauvre diable de journaliste avec le B et les A. Des noms français erronés ont toujours apparus dans la presse espagnole, mais je tombe d'accord avec M. Orellana que lorsque les écrivains français, surtout les journalistes, parlent de l'Espagne, ils multiplient ces erreurs dans des proportions géométriques.

J'ai observé, et cela est la contre-partie de mon article antérieur, que les bourdes sur l'Espagne, commencent, en France, vers la fin du XIXe siècle. Jusqu'alors, à part quelques exceptions en plus de celles que nous citons, nos écrivains procédaient avec une honnêteté et des scrupules admirables. Voici, Magny avec son histoire sur « Antonio Pérez et Philippe II », qui ne s'égare jamais sur le sentier de la fantaisie et de l'erreur. Pour son ouvrage sur son procès, il puise aux sources des Mémoires d'Antonio Pérez, et dans **l'Histoire de l'Inquisition**, de Llorente. Magny accepte la culpabilité de Philippe II. Plus tard, Louis Bertrand, dans ses livres sur Philippe II, tentera, inutilement du reste, de détruire le point de vue de Magny. Mais Louis Bertrand, comme Magny, ne tomba pas dans les faiblesses des hispanistes improvisés. Comme on le voit, les académiciens n'ont pas fait les incorrections et les pirouettes des poètes et des journalistes.

Je dois faire ressortir aussi, que parallèlement aux Espagnols, les Français se sont aperçus des extravagances au sujet de l'Espagne, et rient depuis longtemps du : « Avez-vous vu, dans Barcelone, une Andalouse au teint bruni... » Ils en rient et font bien, mais l'esprit subtil de Henri Rochefort vit déjà, il y a des années, le contresens de l'Andalouse catalane « C'est comme s'il y avait — écrivait Rochefort — « Avez-vous vu dans Carcassonne une Normande, etc... », car Barcelone est la capitale de la Catalogne et non de l'Andalousie, mais Barcelone et Andalouse, s'harmonisent bien, et voilà... »

Ce qu'il faut combattre avec obstination c'est la légèreté et l'obsession avec laquelle on recherche la chose espagnole pittoresque. On m'a raconté qu'il arriva, un jour, à Barcelone, un « envoyé spécial ». Le directeur d'un journal barcelonais craignant la répétition des inévitables excentricités, imaginées pour la satisfaction de Madame la Concierge et de sa fille, Mademoiselle Midinette, eût soin de lui faire la leçon. Tout fut inutile. L'envoyé spécial visita le Montserrat et, à son retour, il raconta dans son journal que dans les arides solitudes de la montagne ecclésiastique il avait découvert un dancing et des danseuses, des guitares et des castagnettes...

Nos journalistes n'admettent pas que l'Espagne soit un pays normal comme la France et ne se résignent pas à voir disparaître les derniers vestiges du pittoresque romantique. Il est certain que l'Espagne continue à avoir beaucoup de caractère, mais cela un journaliste voyageur ou un écrivain chasseur d'impressions, ne peuvent le concevoir. En Espagne, les Catalans ne portent plus la « barretina », pas plus que les Valenciens des « zaragüeyes », ou les Aragonais les « calzones », et si une ville, Séville, prétend conserver son vieil esprit, elle apparaît aux sensibles comme une ville qui met à la disposition du Syndicat d'initiatives sa semaine sainte et ses jeunes filles en petits châles noirs avec des fleurs dans leur chevelure, pour conserver les illusions du touriste. L'Espagne — à l'exception de ses guerres civiles — ne peut plus offrir l'ancien décor et son typisme est le typisme de chaque peuple. Si Victor Hugo vivait encore, de son imagination torrentielle ne déferlerait plus ses vers extravagants.

Mais, il y a encore, hélas, des personnes qui après avoir été en Espagne, et souffert en Espagne, pensent que la civilisation s'est arrêtée aux Pyrénées. Voici un livre « **Miranda ou l'évasion par l'Espagne** » dont l'auteur, Pierre Sandahl, a fait, dans un style nonchalant et simple, un livre intéressant bien qu'il ne se soit pas informé de l'inenarrable et interminable tragédie espagnole, des cent mille fusillés par Franco, et de ce que tout près du camp de Miranda il y avait une fosse gardant des centaines de cadavres républicains.

Pierre Sandahl, entra en Espagne, à pied et clandestinement, par Puigcerda. « Tout avait changé — dit-il — le paysage, les routes, les poteaux télégraphiques. Ici, on entrait dans le pays des diligences ». Pardon, M. Sandahl, depuis longtemps en Espagne il n'y a plus de diligences. Le train que vous avez pris sur votre chemin était un train électrique. Les routes que vous avez vues, étaient recouvertes de cet asphalte si apprécié des chauffeurs. De la Cerdagne vous êtes allé à Barcelone qui ne voit plus de diligences depuis un siècle, et Barcelone est une ville comme nous n'en avons pas en France, à part Paris. De Barcelone à Miranda en passant par Saragosse, Irun et Saint-Sébastien, il n'y a aucune diligence. Où il n'y a pas de chemin de fer, il y a un convoi électrique et en l'absence de celui-ci, l'autocar, mais pas de diligence. Si Gil Blas de Santillana ressuscitait, il retrouverait une Espagne aussi différente qu'un pourpoint d'un veston.

Pourquoi cette phrase « nous entrons, dans le pays des diligences », c'est-à-dire dans un pays en stagnation, n'ayant pas le sens de l'acceptation du progrès mécanique et du confort? Permettez-moi, M. Sandahl, un souvenir d'enfance. Ce fut à Mont-Louis, en France, que je vis la dernière diligence. J'étais très petite et j'évoque ce souvenir comme une page de littérature romantique. J'allais de Mont-Louis à Perpignan, assise près du postillon qui conduisait cinq chevaux, et d'un garçon qui soufflait dans le vieux cor des diligences, en traversant les villages. Nous partîmes de Mont-Louis qui est une forteresse du temps de Vauban, certainement. J'aurais pu porter un chapeau de paille d'Italie et une petite crinoline et les pantalons à la cheville et avoir assis auprès de moi, un monsieur en redingote pincée et haut de forme pelucheux. Très 1830. Mais cela se passait en France, et non en Espagne où au cours de mes randonnées, je vis, quand il n'y avait pas de train, des « tartans » et « galeras », mais pas de diligences.

On trouve encore, dans ce livre, les traditionnelles erreurs dans l'orthographe des mots espagnols : un « attención » avec deux t, « Carcel Cellular », « piojas » pour piojos », et j'en passe. Pourquoi ne pas prier un Espagnol de relire les phrases espagnoles ? Ensuite, et c'est le pire, la définition du mot « estraperlo », que M. Sandahl explique de la façon suivante : « Estraperlo » vient de « perla » qui signifie le tarif officiel, la taxe, et le marché noir est la « extraperla » et ceux qui le pratiquent « extraperlistas ». Non, M. Sandahl, le « estraperlo » c'est le nom d'une sorte de roulette pour laquelle un certain M. Strauss, sujet hollandais, voulut obtenir une licence de jeu, appuyé en cela par de hauts politiciens conservateurs. Les républicains découvrirent l'immorale intrigue, ce qui déclencha un scandale national, l'affaire Stawisky de l'Espagne, et depuis lors, depuis 1935, l'extraperlo est le bénéfice obtenu par un abus ou par fraude. Et à propos de Strauss — voilà une nouvelle pour les Espagnols — ce qu'il perdit avec le « extraperlo », il le regagna en trafiquant personnellement ou par intermédiaires, pendant la guerre civile.

Ce M. Strauss, savait ce que les écrivains, prédécesseurs et contemporains de M. Pierre Sandahl, ont ignoré que l'Espagne n'est pas un pays de diligences et, passion politique mise à part, n'est pas assaillî par de romanticismes. Supprimez les courses de taureaux et l'Espagne sera un pays comme les autres pays d'Europe, avec cette différence que dans n'importe quel village de France il y a plus d'inquiétude que dans une petite ville espagnole.

Simone MARTIN

Un quart d'heure avec... LOUIS PARROT

Ambassadeur de Machado et de Lorca

LE LIVRE INTROUVABLE

Allez dans toutes les librairies du Boul'Mich, chez les bouquinistes tout le long des quais, aux grands rayons des librairies des boulevards. On vous dira toujours : « Non, Monsieur, nous le regrettons, mais nous avons épuisé ce livre. » Allez chez l'auteur, et il sera dans l'obligation de vous dire, lui aussi, qu'il n'a pas son livre.

Car s'il y a, à Paris, un livre impossible à dénicher, c'est justement ce bouquin de Louis Parrot, qui parle de Garcia Lorca et de Machado, dont le titre est révélateur : « Où habite l'oubli ». Publié en Suisse, il est introuvable en France.

Et quand on a eu la chance de le découvrir dans la bibliothèque d'un ami méfiant, qui vous l'a prêté avec regret, alors on est bien obligé, si on est journaliste, de rendre visite à l'auteur, ne serait-ce que pour le remercier.

IL N'A PAS PU OUBLIER

« Où habite l'oubli?
» Mais qui donc pourrait oublier? dit un poème de Luis Cernuda.

Et Louis Parrot, lui, n'a pas oublié.

— D'ailleurs — nous dit-il — ce ne serait pas possible. Qui a lu une fois Machado et Garcia Lorca, évidemment ne peut pas oublier. Et si la vie vous poussait à les délaisser un moment, cette tragédie de l'Espagne, au cours de laquelle ont été étouffées tant de voix qui auraient pu leur succéder, et peut-être parmi elles celles du poète de Soria et du poète de Grenade, vous fait revenir de votre abandon d'un moment.

Tellement il n'a pu oublier, Parrot, que pendant les temps difficiles de l'occupation, il a trouvé encouragement et puisé de l'espoir en « travaillant » ses poètes castillans. Le fruit de ce travail est cette étude approfondie, substantielle, qu'aucun Espagnol ne peut ignorer et sans laquelle il est difficile de comprendre, en France, l'œuvre de Machado et de Lorca.

En lisant ces deux cents pages, on découvre — nous, les compatriotes et les admirateurs des poètes étudiés — des faits et des opinions que nous ignorions.

Mais Parrot est si accueillant que notre amertume de nous voir en infériorité est vite effacée.

MADRID...

Lecteur à l'Université de Madrid avant la guerre civile, Parrot n'a pas non plus oublié notre capitale.

— Et j'espère bien y retourner dans un avenir prochain. J'ai laissé là des amis très chers... et là sont tombés aussi quelques-uns de mes meilleurs compagnons d'études.

Directeur de « L'Eternelle Revue », rédacteur à » Ce Soir », critique littéraire des « Lettres Françaises », Parrot n'a pas abandonné un seul moment la cause de l'Espagne.

— C'est ma propre cause, en somme. Et je suis assez égoïste pour vouloir une Espagne renaissante, où je puisse trouver à nouveau le plaisir de lire des auteurs nouveaux dignes de Machado, de Lorca et de tant d'autres.

Bergamin, Cernuda, Altolaguirre, sont évoqués, je dirais même sont présents à notre conversation.

Par fra

REPONSE A UNE REPONSE

(Remerciements à M. Angel FERRAN)

Je dois à M. Angel Ferran la plus grande gaîté que j'aie éprouvée pendant ces longues années d'exil : m'avoir appris qu'il n'y a plus de séparatisme catalan.

Mais je lui dois encore d'autres bienfaits : avec franchise, prolixité et aussi avec une sollicitude véritablement paternelle il m'a fait comprendre, dans son admirable article « Pluribus unum », plusieurs vérités qui me seront, à l'avenir, précieuses, pour mieux savoir cet art difficile de se connaître soi-même que je suis toujours en train d'apprendre après cinquante-quatre années d'apprentissage.

Voici ces vérités : comme démocrate, je laisse beaucoup à désirer; en ce qui concerne le respect de la vérité et de la logique, je suis au-dessous de tout; si j'envisage cette illusion, la plus désirée et la plus difficile à saisir de toutes, qui s'appelle la Liberté, dont la conquête coûte tant de larmes, d'efforts, héroïsmes et de crimes à l'humanité, je suis le plus égoïste des hommes, puisque je foule aux pieds ce bien sans pareil, quand il s'agit des autres; au point de vue tolérance, je suis à peu près un fasciste.

M. Ferran, que voulez-vous dire exactement lorsque vous écrivez que, quand je parle de séparatisme, je tombe dans un « complexe qui peut devenir grave »? Qu'est, dans mon triste cas, le « complexe paralysant » ?

Je vous avoue que je ne comprends pas. Il est vrai que, sans nul doute à cause de ma « complexité », je n'arrive pas toujours à vous comprendre et à apprécier, en particulier, vos admirables caricatures ésotériques qui rehaussent chaque numéro de l' « Espagne Républicaine ». Si, quand vous écrivez « complexe », au lieu de me viser, vous visez la question elle-même, le vieux séparatisme qu'après tant d'ennuis de toutes sortes résolut le président Macia en proclamant la République catalane, je comprendrais, alors, qu'il s'agit d'une question complexe : mais si le « complexe », à cause de sa gravité et du conseil que vous me donnez « de me soigner », est un état particulier de mon esprit, j'en arrive à croire que, d'une façon élégante et spirituelle, vous voulez dire que je suis fou.

Eh bien, M. Ferran, j'accepte le qualificatif sans me cabrer. J'aurais été bien plus mécontent si vous m'aviez appelé « sot » au lieu de « fou ». Et puisque les fous disent, à ce qu'il paraît, la vérité, voici la mienne à propos de la question qui nous occupe :

Laissons de côté les jeux de mots qui vous ont permis, en vous « éberluant » de faire de l'esprit, à propos, par exemple, de ce que j'ai appelé « incomplet », un gouvernement où il y a « même » des séparatistes, ou parce que aussi j'ai écrit que parmi ceux qui se sont « unis » il y en a qui veulent être « séparés ». Rien n'est plus facile, en effet que de faire le malin en négligeant le fond pour s'accrocher seulement et délibérément à la forme. Laissons tout cela de côté, voulez-vous, et abordons franchement ce fond de la question.

Ce qui a l'air de vous déplaire dans mon article, M. Ferran, c'est la franchise (au fond l'amertume) avec laquelle je parle d'un séparatisme que vous dites déjà mort et enterré, mais que moi je croyais simplement déguisé sous les noms d' « autonomisme » et de « nationalisme ». Ce qui a l'air de vous déplaire aussi c'est que je parle de l'Espagne « une », premier des trois mots qui vous choquent parce que Franco a fait d'eux une devise..., à sa façon.

Je vous en supplie, M. Ferran), et toujours rêvé à l' « unité » des terres qui se trouvent au sud des Pyrénées et de la mer cantabrique jusqu'à l'endroit où la Méditerranée et l'Atlantique se réunissent pour les séparer de l'Afrique. J'ai toujours pensé que cette « union » pourrait être le résultat naturel d'un fédéralisme intelligent qui serait la meilleure façon, à mon avis, d'unir les différentes « nations » de l'Espagne, comme disait Gracian, et plus modestement les régions naturelles qui font de notre Péninsule une unité géographique si parfaite dans sa variété (ne jouez pas avec les mots, je vous en supplie, M. Ferran), et si difficile autrement à maintenir unie et à gouverner. Une fédération moins grandiose que celle des Etats-Unis et de l'U. R. S. S. évidemment, mais une fédération de régions et non de nations poussées par la nature à être unies et indivisibles comme les tranches d'une orange ou les grains d'une grenade qu'on ne sépare que pour les détruire; une fédération qui tiendrait un juste milieu entre les fédérations des Etats mentionnés et l'Union fédérative des petits petits cantons suisses.

La « grandeur » matérielle et spirituelle, c'est-à-dire la prospérité matérielle et la paix spirituelle dont vous parlez, M. Ferran, à la fin de votre article, paix spirituelle que troubla tant de fois le défunt séparatisme catalan, de même que l'amitié et la compréhension que vous et moi désirons viendraient par la suite d'une façon naturelle et durable avec la liberté, cette liberté, aussi nécessaire à la vie que l'air que nous respirons et sans laquelle il n'existe ni paix spirituelle ni prospérité matérielle.

Donc, si Franco parle d'une Espagne « une », qu'il divise par ses erreurs et ses crimes, « grande », en la mesurant sans doute par la grandeur de ses douleurs, et « libre », aspiration qu'elle n'atteindra qu'après sa disparition, qu'y a-t-il en somme de commun entre sa soi-disant devise et ces trois mots dont je souhaite ardemment l'application à mon Espagne républicaine, peut-être même à cause de mon « complexe paralysant » ?

Et c'est tout, M. Ferran. Il ne me reste qu'à vous remercier des illusions que vous me donnez, et à souhaiter pour vous (je me permets de vous prendre pour l' « incomplexe » par excellence, le plus « concret » des Catalans et le révéle -ceavecmeM.acol duch àéril présentant accrédité de la nouvelle formule, heureusement antiséparatiste de la Catalogne), que toutes vos bonnes intentions deviennent réalité, une réalité solide et durable. Différemment, en amplifiant le proverbe, il faudrait dire que, non seulement l'Enfer est pavé de bonnes intentions, mais aussi le Ciel, étant donné que vous devez être de la famille des anges, Monsieur Angel Ferran.

Juan B. BERGUA

Le cinéma espagnol n'est pas le cinéma franquiste

(Suite de la page 2)

Il faut être exact et vrai. Pour nous, la vérité est essentielle dans le domaine du cinéma, mais dépourvue de toute propagande politique ou de toute pression gouvernementale. Sans imiter les Soviets, on pourra profiter de quelques-uns de leurs exemples, mais sans prétendre devenir un carnaval des us et coutumes populaires ou une cavalcade du prolétariat. Il doit remplir une importante mission sociale et humaine dans l'orientation et la culture du peuple pour lequel il constituera une force spirituelle et économique dont tous ont le droit de bénéficier; il sera admis comme un bienfait commun, logique et juste, et sera le bien-être et le travail de milliers d'Espagnols.

Le cinéma espagnol retracera les gestes et les épopées de notre histoire, les luttes et les souffrances du peuple pour défendre le sol natal. Il n'oubliera pas la vie et les prouesses de ses grands hommes et de ses fils illustres, ni le mouvement glorieux qui prit naissance le 14 juillet 1936 pour la défense de ses libertés. Sur les écrans d'Espagne — et du monde entier — retentiront les noms des héros dignes d'être rappelés, par leur conduite et leurs oeuvres, et figureront les événements les plus marquants de leur biographie. De même, les héros obscurs et courageux du peuple qui donnèrent leur sang pour l'indépendance de leur patrie, comme les faits les plus saillants qui eurent pour théâtre la guerre, les provinces d'Andalousie, d'Estremadure, de Castille, d'Aragon, de Catalogne et de Vascogne. Toutes ces régions de l'Espagne martyre et ensanglantée par la barbarie des hordes mercenaires de Franco et du fascisme international.

Quand le cinéma espagnol pourra faire valoir ses droits et sera entre les mains de ses vrais représentants et ennemis du franquisme, on ne reparlera plus de ce lieu commun selon lequel l'Espagne manque d'acteurs, en apportant au monde la preuve éclatante qu'il y en a d'aussi bons que dans n'importe quel pays. Alors prendra fin le bien-être, gagné a si peu de frais par les actuels dirigeants et intrigants du cinéma dit national. C'en sera fait de leurs goûts et préférences, parce qu'ils devront cesser de diriger à leur guise, de suivre leur prédilection pour choisir les noms de ceux qui, jusqu'à présent, jouent dans leurs films. Alors seulement pourront monter vers le succès ceux qui, par leur talent honnête le méritent, les hommes valorisés par leurs propres qualités et non par des faveurs déloyales ou des concessions honteuses, puisque la prostitution, le scandale et le mensonge sont toujours les facteurs primordiaux de réussite dans le monde cinématographique de l'Espagne franquiste...

(1) Excepté « Le dernier train de Madrid » qui fut interdit par la censure militaire comme défavorable au régime républicain.

Manuel SOMACARRERA

Desde una silla de Canaletas

PRIMERO DE MAYO. — Este ha sido un primero de Mayo de manifiestos y petardos de mayo trágico, también, porque en Alcalá de Henares se han celebrado consejos de guerra, y en los calabozos de los sótanos del Ministerio de la Gobernación de Madrid hay centenares — he dicho centenares — de detenidos que todas las noches, cuando los policías salen del teatro, pasan por la bañera y por el cepo, pues las torturas oficiales reciben aquí nombres casi burlescos.

La polvareda de las reuniones de la O. N. U. se ha disuelto ya en el aire primaveral y en España no nos queda sino una seguridad — esta sin Consejo y sin iniciales pomposas — que es la seguridad de que solamente con nuestro trabajo llegaremos a echar a Franco. Y nestro trabajo consiste en hacer como estos quinientos presos de la Alianza Democrática; aguantar las palizas y callar.

Así no hay sangre y los ministros de todo el mundo tienen la conciencia tranquila.

LOS PROTECTORES DE LA INFANCIA. — En la iglesia de la Merced, delante del altar barroco donde la Virgen exhibe sus joyas, han oído misa un monton de señores encopetados y de damas peripuestas. Son los miembros del Tribunal Tutelar de Menores y sus respectivas esposas. El Tribunal de Menores ha cumplido veinticinco años. Fué fundado por iniciativa de los concejales de las minorías republicanas y catalanistas del Ayuntamiento de Barcelona, cuando la monarquía se desinteresaba por completo de la suerte de sus súbditos que no eran contribuyentes, durante una veintena de años el Tribunal se ocupó de los niños abandonados, de los pilletes, de los inadaptados. Los envió a reformatorios, procuró darles un oficio, guiarlos. Luego, cuando la venida de los franquistas, el Tribunal de Menores se adaptó al nuevo estilo. Y su antiguo presidente, el Sr. Albo, un católico que no vacilaba en aprovechar para sus industrias el trabajo de los asilados; supo sacar provecho de la situación. El Tribunal de Menores, a partir de 1939, se dedicó a otra clase de menores que los delicuentes ocasionales. Estos, pilletes y topistas, van a la carcel, a mezclarse con los técnicos del hampa, a aprender el « oficio », porque las plazas del Tribunal en asilos, escuelas y reformatorios, se necesitan para otras cosas, y porque los policías cobran una prima de quinientas pesetas por cada detención... Y es más fácil detener un chiquillo empujado por el hambre a vaciar un corral que meter mano a un atracador que se defiende con pistolas y bombas.

El Tribunal de Menores, pues, se ha dedicado a la noble tarea de desposeer a los padres presos por delito de « rebelión » de la patria potestad y a atribuírsela a sí mismo, de modo que los hijos de los presos políticos que no pueden sostener a la familia pasan a depender del Tribunal, que quita al padre todo derecho sobre su hijo, y que envía a éste a una escuela religiosa, lo afilia al « Frente de Juventudes » y lo convierte en un enemigo político de su propio padre.

Delante del altar de la Merced, a los pies de la Virgen cubierta de joyas, estos señores respetables, con la chistera en la mano, han rendido cuentas de sus años de labor encarnizada. « De siete mil hijos hemos hecho siete mil falangistas » han podido decir.

Y toda la prensa los ha alabado y las campanas han repicado en su honor.

SIGUE LA LIBERTAD. — La libertad de la prensa sigue en pleno auge. Quién va a decir que en España no hay libertad si lee en los periódicos cosas terribles contra los barrenderos municipales, contra los concejales negligentes y hasta contra los tenderos abusones?

Leed y vereis hasta que punto llega la libertad en España :

« Si alguien tiene que acudir à las calles del barrio de Santa María — en Barcelona — se encontrará que no puede leer los rótulos porque están negros, sucios, casi ilegibles. »

Como se ve, Barcelona es una preciosidad...

Esto en un semanario. En otro, un lector se queja audazmente de que en las estaciones de ferrocarril solamente hay bandos en los andenes, para los que han pagado billete de andén, pero no en los vestíbulos, para los que no han pasado por la taquilla.

Así es como, valientemente, sin disimulos, el nuevo estado restablecida ya la libertad de prensa, lucha contra el capitalismo.

TRES CIFRAS. — Pasado ya el 14 de abril, será bueno recordar a cuánto ascendían los presupuestos de la República. Los Americanos llaman a los presupestos el espajo del país. Quizás ellos se han olvidado de mirar a España en este espejo, que en nuestro caso es aun mas clàro que para cualquier otro Estado.

La republica gastaba en 1935 unos 4.000 millones de pesetas anuales, la mitad de los cuales para gastos productivos : cultura, agricultura, obras publicas. En 1940, primer año en que el Nuevo Estado publicó sus cifras, el presupuesto ascendió à 6.000 millones de los cuales 4.500 estaban dedicados a clases pasivas, represion, ejército, e intereses de la deuda.

En 1946, el presupuesto ha subido vertiginosamente hasta 13.881 millones, de los cuales 8.000 millones para gastos improductivos, lastre de la vida nacional y comedero de falangistas, obispos y generales.

La deuda pública es hoy diez veces mayor que en 1935.

Y aquí todo el mundo, nosotros y ellos, tenemos una gran curiosidad por saber qué hará la República con esta deuda pública. No estaría por demàs que el gobierno Giral se sacudiera la timidez y sacara a la gente de dudas. Los posibles perjudicados, a fin de cuentas, nunca estarán con nosostros, aunque les respetàramos su dinero mal adquirido y los perdonaramos su ayuda a Franco.

CAPITALES ALEMANES. — Habeis oido hablar de la « Lipperheide y Guzman S. A. »? No, desde luego. En España poca gente conoce esta firma. Porque en realidad es una empresa que hacia poco negocio con Españoles. Es una casa de capital alemán. Una casa que trataba con minerales. Pero los Americanos e Ingleses la conocian.

Por esto se ha convertido en « Industria Reunidas Minero Metalúrgicas, S. A. ». Un juego de manos más. Cuando nos enteramos tenemos una alegría porque es otra prueba en contra de Franco Luego, a sangre fría, nos da igual. Porque Europa esta bien perdida si para echar a un dictator necesita que éste se haya puesto al lado de los derrotados. Como si no bastara con ser un tiranuelo de espuela e hisopo!

Pero, por lo que se ve, no basta...

VICTOR

Barcelona, mayo 1946.

Et le peuple espagnol, quoi ?

DES AMERES LEÇONS

Les récentes parades et commémorations à Madrid pour marquer le septième anniversaire de l'entrée des troupes de Franco dans la ville devraient être considérées comme une forme d'action de grâces pour la fin d'une lutte sanglante plutôt que comme une ratification du fait en lui-même. Et c'est précisément ce sentiment de délassement que le peuple espagnol ressent encore, qui donne un indice des besoins réels du pays.

Après les amères leçons de la guerre civile, il y a très peu d'Espagnols qui s'embarqueraient volontiers sur une route pouvant mener à une nouvelle lutte.

Il y a toutes sortes de raisons pour croire que la nouvelle guerre, une fois commencée, serait encore plus sanglante et destructrice que la précédente.

Franco peut partir silencieusement; mais ce qui est certain, c'est qu'il ne tombera pas sans emporter avec lui dans sa chute tout l'édifice du petit bien-être que l'Espagne possède en ce moment.

Voilà la terrible réalité qu'il y a derrière tous les discours fariciles sur les sanctions économiques, les pressions politiques, les encouragements à l'insurrection et la « non-intervention » à l'envers.

Ce qui est essentiel avant tout, c'est de se débarrasser de Franco, mais pour l'instant, une Espagne avec le dictateur est infiniment préférable à une Espagne déchirée à nouveau par la guerre civile.

Cela constitue un atout incontestable dans le jeu de Franco. En le gardant, il est en situation de défir le monde et il est difficile de voir comment on peut répondre à cette forme de chantage.

Mais, quoi qu'il arrive, le peuple espagnol ne doit plus descendre dans l'arène pour satisfaire des partis de l'extérieur, pour si élevés que soient leurs motifs.

UNE SORTIE

Une politique basée sur une non-intervention dans son meilleur et véritable sens, n'implique nullement l'affaiblissement de la détermination d'aider l'Espagne à se débarrasser de son dictateur à la première opportunité. Ce qu'elle signifie c'est que, d'abord, ce sont les besoins du peuple espagnol qu'il faut satisfaire et, ensuite, que si jamais ce peuple est emmené au terrible arbitrage d'une autre guerre civile, laisser au moins que ce soit par une décision prise par lui-même et non pas par des manœuvres de l'extérieur.

Des spéculations du moment, on ne peut en tirer que très peu de chose sur le cours des affaires espagnoles, mais la présence du prétendant don Juan au Portugal peut indiquer un moyen par lequel l'Espagne pourrait se débarrasser elle-même de Franco et de la Phalange sans se plonger à nouveau dans une mer de sang.

On ne peut pas prétendre, toutefois, que la restauration de la monarchie soit une solution idéale, particulièrement quand on se souvient qu'on ne se fait pas remarquer par un amour excessif pour la démocratie, comme elle est comprise et mise en pratique dans d'autres pays de l'Europe occidentale.

Malgré cela, le retour de Juan au trône de ses aïeux s'il était accompagné d'un régime plus libéral, de la restauration du mécanisme d'un gouvernement démocratique, de la convocation d'élections libres, d'une sévère limitation des fonctions de la monarchie et des plus strictes garanties pour la conservation des libertés civiles pourrait fournir une méthode par laquelle on parviendrait à une transition sans douleur.

Frank STEFANI.

L'ESPAGNE. — L'AUTRE COTE DE LA QUESTION

Dans son numéro du 24 le « Daily Mail » publiait la réponse suivante d'un lecteur à l'article précédent :

« Monsieur,

» L'article de Frank Stefani sur le problème espagnol donnera peu de réconfort à ceux qui ont lutté pendant des années pour renverser Franco et la phalange haïe. Son allégation de sauver le peuple espagnol d'une autre guerre civile, n'est qu'un subterfuge pour sauver Franco. Si telle est l'attitude à adopter par les Espagnols, le Caudillo est assuré de rester au pouvoir jusqu'à sa mort.

» Frank Stefani semble oublier qu'il y a plus de façons de tuer un chat qu'en le noyant dans du lait. Pourquoi suppose-t-il que la pression économique, la menace des sonctions, etc..., ne peuvent pas réussir? Nous savons à présent que si cette politique avait été plus rigoureuse contre l'Italie au temps de la guerre de Mussolini contre l'Ethiopie, le « César de sable » serait tombé ignominieusement.

» Il en est de même pour Franco. Faites que les Nations Unies montrent une fois qu'elles y vont carrément et entendent employer leur force, et le détestable Caudillo et sa bande d'usurpateurs s'effondreront sans qu'il s'en suive une guerre civile.

» Prétendre autre chose, est faire le jeu de Franco.

» Nous ne pouvons non plus remercier l'écrivain pour sa suggestion que don Juan soit replacé sur le trône. Nous ne voulons pas plus de Juan que de Franco. Tous les deux sont également odieux au peuple espagnol et il n'est pas vrai que l'intérêt de l'Espagne veuille que l'un où l'autre soit au pouvoir.

» A vous sincèrement, etc... — SALUD, rue de Ponthieu, Paris.

Frank STEFANI.

Nouvelles — commentées

« L'Angleterre a vendu au gouvernement franquiste un certain nombre de centrales électriques mobiles », disent les journaux. Souhaitons que cette mobilité puisse permettre de les installer bientôt en Argentine, où le nouveau président est aussi digne de les avoir que le Caudillo et qu'il puisse héberger celui-ci par dessus le marché, s'il réussit à échapper vivant du Paradis phalangiste.

Cette nouvelle illustre simplement ce que peut donner le « bevinisme » ou application de la Bible, si chère aux Anglais à la politique. « Que la main droite ne sache pas ce que fait ta main gauche », soit. « Que les services de propagande — qui détestent Franco — travaillent indépendamment des services de vente, qui le considèrent comme un bon client, pas trop regardant et bon payeur... » ..Et quand on vend, « les affaires sont les affaires ».

A. P. V.

JUVENTUDES de Izquierda republicana del Alto Garona

En la asamblea departamental ordinaria celebrada en Toulouse el pasado dia 20 de Abril, se acordo organizar un ciclo de conferencias de divulgacion cientifica y literaria a cargo de destacadas personalides.

Fue elegido el nuevo Comité departamental y asi compuesto : Présidente : Godofredo Campon; secretario general : Jose Ramon Mena; secretaria de propaganda : Francisco Fernandez Urraca; vocales : Ramira Fernandez y Jose Pastor.

El secretario de propaganda ha sido designado para representar a las J.I.R. en el seno del Comité departamental del partido.

Le Courrier des réfugiés

— Honorio Pons, 11, rue Carpenteyre, Bordeaux (Gironde), encarece la dirección o noticias de José Ponseti Moll, de Inca (Baleares), teniente de infantería, para comunicarle noticias de su hermano.

— Ramon Fernandez Leon, camp de Haras. Perpignan (Pyr.-Or.) desea noticias de su tio Sebastián Leon Rubiales, de Jimene de la Frontera.

Pase por todo lo alto

El mas sesudo de todos los varones de la literatura imperial española, padre de sonoras mercancias gramaticales y maestro de catecumenos azules, indico, altivo, por la radio de nuestro pais — si, nuestro pais, nuestra patria — que cuando se hable de los españoles se diferencien dos closes de españoles. Nada mas atinado y justo. Y como al orondo lirico se le ha olvidado, o no quiso o supo, establecer los principios que determinan la fundamental distincion que reclama, pues es uno de la « Anti-España », que asi nos nombra el, quien se los va a facilitar. El periodista podria irse por el camino diafano de las sintesis, y abreviar; pero no. Y no, por lo mismo que es perfectamente inutil leerle a un tejon, pongamos « La Vida retirada », de Fray Luis, ni los bovinos no saben jugar al ajedrez.

Un criminal no es su victima, precisamente. Ni el juez porque dialogue con el reo tiene nada que ver con el, fuera de imponerle la pena correspondiente al grado de transgresion de la ley. Y quede aqui la justificacion indispensable y la asepsia personal. El iman no elige lo que atrae.

Por un costado y por el otro; por arriba y por abajo; por detras y por delante, nos llega y asaetea el grito mundial : ! ¡El problema español! » ?Un problema español?... Sea, pero no el que resulta, o resulte, de otros problemas ajenos a España, sino el español, el puro apuro y dolor de España. Helo aqui, escueto, sobre banderas y banderias, partidos y partidas de todas clases : Un millon de españoles muertos. Cien mil espanoles en carceles y presidios. Trescientos mil españoles proscritos. Una Nacion española medio destrozada, sin voz ni voto ni crédito alguno internacionales. Una economia española comprometida para cincuenta años. Y, lo que es mas grave, un alma española herida ofendida, partida en dos, viviendo en la desdicha, el silencio y el rencor. ?Causas de esta catastrofe descomunal? Busquense en la incivil guerra española. ?Y quiénes fueron los autores, no los actores, de esa guerra? ?Quiénes los que la inicion? Entre ellos se encuentra usted, vate preclaro de la radiodifusion de Madrid. Primer motivo cierto para que, en efecto, cuando se hable de los españoles haya que distinguir dos clases de españoles.

Y comienza la guerra que ustedes meditaron y provocaron. Los hombres de honor juramentados a quines España habia confiado sus armas para defenderla vuelven armas, juramentos y homor contra el corazon mismo de España. Los de las cajas de caudales repletas van por el mendrugo de los del cajon vacio. Los de Cristo « ad libitum » y « ad terrorem », por el diablo. — ?Usted por que, divino impaciente? — Y las pasiones se desatan y manifiestan. Ustedes asesinan en su zona a compatriotas indefensos. Nosotros, en la nuestra. Pero ustedes, deliberada, ordenada y legalmente, porque nunca les falto el principio de autoridad ni se les fué de entre las manos el mando de los agentes e instrumentos disciplinados del orden publico. Nosotros... ? qué podiamos hacer nosotros, si eran ustedes la autoridad, si ustedes eran los encargados de velar por las personas y las cosas, y se juéron y crearon el desorden y la arbitrariedad? Ademas, ustedes atacaron; nosotros nos limitamos a defendernos. Por otre parte, ustedes er au bos cultos, pos delicados. Los todos buen centido y perfeccion; nosotros, los analfabetos, los groseros, los sin alma y sin Dios. En nuestro campo es un particular, o un grupo de particulares, el que mata. En el suyo es el Gobierno, es el Poder, es el Estado, el homicida. Segundo motivo legitimo para que realmente, como usted sostiene y yo mantengo, haya que distinguir, necesariamente, dos clases de españoles cuando se hable de los españoles.

Y transcurre y se suspende la guerra — que ustedes no dejan que se acabe —. Un nméro considerable de combatientes se ven obligados a salir de la patria e irse donde usted quiera, menos a la traicion o a la humillacion; que hay españoles que ni traicionan ni pueden ser humillados. En España se quedan, inermes y prisioneros, cientos, miles de soldados heroicos. ?Y qué hacen ustedes? El conflicto ha terminado. Ustedes lo continuan; y friamente, ferozmente, monstruosamente, persiguen y cargan de cadenas y acaban y rematan a los vencidos en una lucha leal. ?Llegaron a su oido, en su dia, las palabras de « Paz, piedad, perdon » que ofrecio don Manuel Azaña — sin adjetivo alguno; que es el nombre limpio de un español que pertenece a los que no traicionan ni se humillan — ?A un océano de nobleza le agosta el contacto de una sola brizna de ruindad. ?Ha leido usted a Cervantes, a Lope, a Tirso, a Calderon? ?No estima usted que no hay razon alguna para que, por tercera vez, no coincida con su juicio acertadisimo de que cuando se hable de los españoles se distingan dos clases de españoles?

Pero hay mas. Ayudados y protegidos por el gran patron aleman, vienen ustedes a Francia, no a la de hoy — vengan ustedes, si gustan, a la de hoy, que comienza a ser Francia —, sino a una pobre nacion sola y sojuzgada, y se llevan a España a don Luis Companys, Presidente de la Generalidad y del Gobierno autonomo de Cataluña, a la de hoy, que comienza a ser Francia —, sino a una pobre nacion sola y sojuzgada, y se llevan a España a don Luis Companys, Presidente de la Generalidad y del Gobierno autonomo de Cataluña. Y le fusilan ustedes en Barcelona. ?Delito de este español? Haber amado mucho a España y haber padecido por su region y su pueblo. Y de Francia se llevan ustedes tambien a Julian Zugazagoitia y a Francisco Cruz Salido. Y les fusilan en Madrid. ? Delito de estos españoles? Ser periodistas incorruptibles. Y de Francia arrebatan ustedes a Juan Peyro, al que ruegan y suplican les resuelva la verticalidad de sus sindicatos; y como Peyro dice que no, le fusilan ustedes en Valencia. ?Delito de este español? Ser un trabajador integro y el mejor hombre de su ideal. Y otros y otros españoles de nombres mas oscuros corren la misma suerte miserable. Y juéron ustedes quienes les arrancaron de un territorio que no era de su soberania para clavarles en el cuerpo y en España las balas impuras de su odio. ?Se puede tomar la noche por el dia? ?Llega usted a comprender y admitir en todo esto un cuarto motivo suficiente para que se nos diferencie a los españoles? ?Le basta lo escrito ?

Excelentisimo Sr. Presidente de esa Real Academia que poco limpia, fija menos y a nada da esplendor : Totalmente de acuerdo con su feliz iniciativa. Decididamente usted se ha empeñado en ser uno de los pocos españoles que la avergüenzan y le sobran a España, que deben irse de España para que España sea España y sea para sus hijos; y sea solidaridad y esfuerzo unanimes, y no dispersion invertebrada e infierno incesante; madre, y no madrastra; trabajo y pan, vida y confianza y alegria, y no agonia, lucha sin fin, temor, sobresalto y muerte violenta y estéril. ?Que ente nosotros estuvieron tambien ciertas criaturas que juéron, en su linea, como lo es usted —laun! — en la suya? De acuerdo, igualmente; y gracias por el reconocimiento de su indirecta paternidad lamentable. Pero tranquilizese. Usted, ustedes, se iran; y aquellos no volveran.

Entonces dejaran de existir y actuar las causas que hacen se distingan dos clases de españoles.

Entretanto, y cambiando una sola palabra, acabo enviandole las admirables de Ruy Blas :

Bon appétit, messieurs!...
... ...
Soyez flétris, devant notre pays qui [tombe,
Fossoyeurs qui venez le voler dans [sa tombe.

Mario de la VINA

Imprimerie spéciale de « LA REPUBLIQUE » 57, rue Bayard, Toulouse

— L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE —
Bureaux : 10, rue de Languedoc
TOULOUSE - Téléphone 271-46
DIRECTEUR : Ricardo GASSET — GERANT : Dr. A. BOYA

BULLETIN D'ABONNEMENT

A détacher — après l'avoir complété et signé — et à envoyer, sous enveloppe affranchie, à « L'Espagne Républicaine », 57, rue Bayard, Toulouse, ainsi que le mandat de 60 francs.

M .....

Adresse .....

.....

déclare souscrire un abonnement de trois mois à « L'Espagne Républicaine » à dater du .....

Signature de l'abonné.

"LA DERNIERE VOITURE"

Nouvelle inédite par Maria Cristina M. JIMENEZ

Illustrations de Géo MARC

La petite Victoria s'agite et court dans la maison, traînant avec obstination une poupée presque aussi grande qu'elle.

Puis, arrivée devant la grande fenêtre qui donne sur le jardin, elle s'immobilise, colle ses petites joues contre la vitre glacée et regarde, étonnée, cette route blanche, l'allée de peupliers qu'elle ne reconnaît plus, car Victoria n'a jamais vu neiger.

Elle voit un roitelet qui sautille sur les marches du perron, laissant des traces minuscules... Victoria bat des mains... Son père la surprend ainsi et la soulève très haut... Elle rit aux éclats.

Les jours passent ainsi, dans la plus absolue insouciance jusqu'au jour du départ.

— Tu verras, Lina, lui dit-il; bientôt la guerre se terminera, des trains de munitions vont arriver de France, et nos hommes, qui ne demandent que des armes, seront vite victorieux. Aucun des sacrifices d'aujourd'hui ne sera inutile, va ! Il faut surtout un grand espoir. Ayez confiance en nous.

Lina ne pleurait pas; elle ne pleurait jamais; et la vie d'attente et d'espoir continua dans la maisonnette, dans toutes les maisons, et dans l'âme de chaque femme, de chaque mère d'Espagne.

Les jours, les semaines et les mois passèrent Les trains de munitions n'arrivèrent jamais pour les hommes de la République.

Sur le sol de l'Espagne, des armées étrangères avancent, pillent anéantissent.

Dans le plus cruel dénuement, les miliciens opposent aux divisions blindées fascistes leur courage et leur astuce... Tous les hommes sont au front. Un certain nombre possède des armes .. Les autres attendent celles des camarades tomoés.. C'est un relai sinistre

A l'arrière, l'exode des populations, les sauvages bombardements des villages continuent.

Celui de Raphaël, tout proche du front, est menacé.

Par une après-midi lumineuse, où le ciel et les champs en parfaite harmonie, semblent sourire, le vent apporte des brises légères des frêles parfums de printemps. Il apporte aussi le ronflement des moteurs... Sur le ciel très bleu, des oiseaux au grondement sinistre sont apparus.

Victoria a peur, elle serre sa poupée d'un geste instinctif de protection.

Les avions commencent leur tragique sarabande. Pendant quelques instants encore, et plus rien. C'est le silence accablant de l'anéantissement.

Des maisons flambent, des bêtes traînent leur boyaux sanglants; sur une civière improvisée qui passe, une vieille femme hurle; elle a un bras arraché.

Des enfants, des femmes ne disent rien, plus rien, leurs visages sont couverts de sang noir et caillé.

Une plainte commune semble se lever et sortir des profondeurs de la terre, en clameur, jusqu'au ciel.

Victoria dort. Elle est pâle, comme si elle avait très peur. Aucune trace de sang sur elle, mais ses petites mains sont froides, si froides qu'elles ne se réchaufferont plus jamais... A côté, Lina a été horriblement massacrée.

Au front, les martèlements précipités du canon frappent sans répit, de l'aube, à l'aube Sur une terre où toutes les molécules ont été soulevées, des hommes se traînent en jurant, vers les trous d'obus qui servent de tranchées.

Partout, au milieu du matériel pulvérisé, gisent des débris humains.

Raphaël est blessé au bras, et sa tête est bandée.

— Va-t-en, camarade, lui crie un milicien. Tu ne peux plus nous aider; un autre prendra ton fusil. Pars, tu peux encore te sauver. Bientôt il sera trop tard, et nous ne pourrons plus rien pour toi.

— Le village n'est pas loin. Dis aux femmes qu'elles n'aient pas de crainte. « Ils ne passeront pas ! »

Il chemina péniblement. Son front est couvert de sueur, ses membres endoloris. Harcelé par les douleurs de ses blessures.

Et le village, qui de loin semblait sourire aux miliciens, n'était plus qu'un triste village sinistré, aux portes et vitres brisées, tout le long des maisons éventrées.

Partout règne un silence de mort. Les habitants sont partis au hasard, sur les routes criblées de bombes. Seuls, quelques vieillards aux regards effrayés attendent. Ils resteront là; ils n'ont pas voulu quitter la maison où sont nés leurs « petits ».

Raphaël avance. Il a peur, pour la première fois. Machinalement, il approche du tas de ruines qui est sa maison. Il regarde. Il comprend.

Tout est irrémédiablement perdu... Il s'est effondré au milieu des décombres, comme s'il voulait bien se pénétrer de la tragédie que cache chaque débris.

Sous une pierre, un bras chiffonné et menu de poupée paraît.

Pourquoi ne l'a-t-on pas enterrée avec sa fillette ?

Il reste ainsi longtemps. Seul.

Maintenant on entend le roulement métallique des « chenilles » qui montent. Plus de fusillades. Le canon s'est tu. Les fascistes vont entrer dans le village martyr

L'église, grande ouverte comme un trou noir d'abîme, est vide. On croirait que le Dieu des chrétiens a fui aussi, devant tant d'horreurs.

Les bâtiments aux drapeaux tricolores avortent soudain des couleurs italiennes et allemandes

Silence... Silence partout.

Tout d'un coup, un bruit de moteur qui démarre... Une camionnette tourne devant la place et disparaît dans un virage.

« FUE... FUE... ras ! ras ! ras ! »

Elle s'élance dans les rues, les parcourt et revient.

« FUE... ras! ras! ras! »

Il y a cinq garçons et une fille. Des étudiants; la banderole de la F. U. E. flotte au vent.

« FUE... FUE... ras! ras! ras! »

Ils parcourent le village, tandis que les divisions italiennes entrent du côté opposé. Ils crient, de toutes leurs forces pour que les derniers sachent qu'il reste encore une voiture.

« FUE... ras !... »

Sous les tirs d'une mitrailleuse, la camionnette s'élance maintenant dans la grande rue où Raphaël gît immobile.

Elle s'arrête un instant.

— Monte, camarade, les fascistes sont là.

Puis elle disparaît dans un nuage de poussière... A droite et à gauche, les peupliers du chemin ressemblent aux longues filles de soldats en déroute.

C'était le dernier jour de Vasconia. Tout était illuminé par les rayons obliques du soleil couchant.

Le ciel avait une teinte pourpre qui se reflétait sinistrement sur les champs et sur les maisons éventrées.

Sur la route, atteinte encore par cette lueur, la camionnette roulait.

La banderole de la F. U. E. flottait au vent, et ceux qui étaient dedans se serraient en silence.

Un homme, seul, se tenait à l'écart, debout, comme un arbre bravant la tempête. La tête et le bras droit bandés, il semblait ne pas souffrir.

Son bras gauche serrait contre sa poitrine une pauvre poupée dont le sang de bois s'échappait par ses larges blessures...

Maria-Cristina-M. JIMENEZ.

B.D.I.C

POÈTES DE FRANCE

A ARGENTINA

la très célèbre et regrettée danseuse espagnole

A sa mémoire.

Fleur de grâce et de charme, ô toi fille d'Espagne,
O noble Argentina ! J'ai revu sur l'écran
Tes traits voluptueux, ta taille de sultane,
Ta prunelle mobile, au regard si troublant.

Mais tu n'es plus !... et c'est ton ombre que j'ai vue
Evoluer hier; mon âme s'est émue
A te revoir si belle et j'ai prié pour toi
Puisque jusqu'en ton art, irradiait ta foi.

Je te revois encore à la salle Pleyel...
Le décor rappelait, de Grenade, le ciel;
En atours somptueux, en mante de dentelle,
Castagnettes aux mains, ah ! que tu étais belle !

Ton beau corps provocant pliait comme un roseau;
Tes petits pieds cambrés frappaient avec cadence
Le sol jonché d'iris et de fleurs d'oranger
Que la foule en émoi jetait dans son délire
Sous tes pas, en hommage à ton divin sourire.
Combien exprimais-tu de choses dans ta danse !
Tes doigts, tes jolis doigts, cerclés de fins joyaux,
A la foule envoyaient d'adorables baisers...
Tout en toi rayonnait, éveillant en nous-mêmes,
Les mille enchantements de tes danses bohêmes.

Mais tu n'es plus, hélas ! ayant donné ta vie
A ce public avide, égoïste et léger;
Ton cœur, comme un cristal pur, un jour s'est brisé.
Et nous avons pleuré, tous, ta courte agonie...

Artiste de génie, ô danseuse sublime !
Incarnant à mes yeux l'Espagne tourmentée,
Terre de fleurs, de sang et de larmes, mêlée...
Je revois ton regard profond comme un abîme...

Adieu, Argentina, noble fille d'Espagne,
Où s'exalte l'amour sous un ciel embrasé !
Je ne reverrai plus tes beaux bras, ces lianes
Que j'eus la joie, un soir, de tenir embrassés.

Adieu, ô belle Argentina,
Reine des Malaguenas
Adieu !

Jehanne GRANDJEAN

de la Société des Gens de Lettres,
mainteneur de la Société des poètes du Quercy.
« Au Gré des Jours ». Ed. Gerbert, Aurillac (Cantal).

POETAS DE ESPAÑA

Pago que da el mundo a los poetas

Dicese de Quevedo que fué claro,
y qué en algunas coplas está obsceno;
Góngora puede ser que fuese bueno,
pero ya sus comentos le hacen raro.
El Calderón, que nos lo venden caro,
sólo de lo amatorio fué muy lleno,
y nos dejó en la cómida un veneno
que nos hemos bebido sin reparo.
La idea de Juan Pérez fué abatida,
de Solis intrincada, infeliz suerte!
Oh! ciencia pobre! Facultad perdida!
Mundo borracho, que al varón más fuerte,
después de ajarlo, miserable, en vida,
predicas estas honras en su muerte!

Diego de TORRES Y VILLARROEL

Sept jours à Paris

Une semaine de réceptions

Le chroniqueur n'a pas de chance cette semaine. Réceptions presque tous les jours, dans la grande capitale, mais celles qu'on prévoit sont défendues, et celles qui seraient publiques personne ne peut les prévoir.

M. Byrnes et ses cent auxiliaires se coudoyent avec les délégués du Viet-Nahm, à l'hôtel Meurice, devant les jardins des Tuileries. M. Bevin peut se reposer de ses fatigues et, peut-être, se distraire de ses remords en contemplant, dans le hall de l'hôtel George V la figure sympathique de Gary Grant, qui n'a pas pu s'installer au Ritz parce que sa femme, Barbara Hutton, y est, et la loi américaine défend aux maris en instance de divorce de vivre sous le même toit. Les délégués russes, dans le grand hôtel Plaza, près de la place de l'Alma, voient seulement de temps en temps M. Molotov qui, lui, s'est installé à l'ambassade de l'U. R. S. S.

Mais le Palais du Luxembourg est le centre de ces trois points de Paris et du Quai d'Orsay. Les gardiens de la paix, en tenue de gala, avec leurs fourragères rouges, veillent sur le parcours des autos officielles et s'efforcent à ne pas laisser entrer les journalistes. Ceux-ci donc, doivent se contenter du hall des hôtels. Là, on y boit d'excellents cocktails, mais on y puise des nouvelles plutôt jausses. Mieux sera donc de ne pas en parler. Les quotidiens suffisent pour faire tourner la tête des lecteurs. Tâchons, nous, de les distraire de ces cafards diplomatiques.

Mais non; ce n'est pas nécessaire. Une bande de G. I., deux blancs et trois nègres, évadés des prisons militaires américaines, s'en sont chargés. Ils ont soutenu un vrai combat à la mitraillette avec la police française et les M. P. kaki sur les toits du quartier de la presse. C'est dans la rue Réaumur, en effet, qu'a été arrêté, quand il a eu épuisé les balles de sa Black-Burn, le gangster qui devait être pendu samedi. C'est là une réception inespérée que Paris fait aux hommes de Chicago. Mais la presse n'était pas prévenue.

Le soldat et l'écrivain

Le soldat est celui que Ramuz, le grand romancier suisse, a imaginé, et que Stravinski a mis en musique; nous le connaîtrons au théâtre des Champs-Elysées, avec une mise en scène de Alfred Roulet, un Suisse. Et ce doit être une mise en scène épatante, car Jean-Louis Barrault, le grand maître du moment, a cédé sa place à Roulet, sur une simple indication de Ramuz. De telles gentillesses entre gens du métier ne se voyent que lorsque la classe les impose.

L'écrivain, c'est Charlotte Bronte, cette romancière anglaise torturée que Michel Philipott nous présente au Vieux-Colombier dans une petite et très puissante tragédie familiale.

Mais les problèmes domestiques de la Bronte ne suffisent pas à nous faire oublier la voix éblouissante de la môme Piaf, telle qu'elle nous est offerte par son premier film : « Etoiles sans lumière », histoire sentimentale d'une « star » du cinéma muet qui, n'ayant pas de voix, trouve un double — Edith Piaf —, ... un double qui finit par se rebeller, car sans cela il n'y aurait pas de film.

Qui veut un avion ?

SUR les terrains de l'aérodrome de Toussus, vingt-cinq appareils brillent sous le soleil. Il y a là des monoplaces de 40 CV que vous pouvez acheter pour 300.000 francs. Ou, si vous avez une famille nombreuse, peut-être vous préférerez un trois places pour 2 millions. A ce prix, les avions ne peuvent servir qu'à faire du marché noir. Mais vous pouvez voir, sur le même terrain, un joli petit appareil, un taxi de l'air, qui, sous peu commencera à faire le service entre Paris et Niort. Probablement, il sera plus facile d'y trouver place que de dénicher un taxi dans Paris. Et, qui sait, si l'avion ne sera pas meilleur marché que l'auto?

En tout cas, les quelque deux cents délégués à la conférence internationale des routes aériennes sont arrivés à Paris, presque tous, par chemin de fer.

Et toc pour les avions taxis!

Métro Saint-Martin

VOUS voulez voler à bon marché? Descendez à Saint-Martin. Là, sur les grands boulevards extérieurs, vous trouverez la kermesse organisée par les déportés. Là, la femme-canon, un peu maigre; là, les lions et les serpents de mer un peu trop paisibles. Là, les lutteurs qui défient le public. Là, les mômes de Montmartre et les goupis de la Butte. Et là, les nains, les gitanes et les garçons de quartier qui ne cessent de faire mouche au tir...

Là aussi, à se distraire, j'ai vu quelques-uns des figurants de l'Opéra, qui sont à nouveau, en grève. Et là d'honnêtes citoyens lisent le texte de la Constitution imprimée aux frais du gouvernement, tandis que la musique du café le plus proche joue les veilles valses de « Sous les toits de Paris ». Les députés, qui ont fait les cent heures et qui viennent de se séparer en se demandant s'ils se reverront tous à la prochaine, ne se doutaient pas du paysage dans lequel leur œuvre serait lue. Mais ils ne peuvent en tirer que de la fierté. Car leur œuvre, vous le voyez bien, arrive au fond du pays.

Peut-être même que ce texte, un peu long et rébarbatif — il doit l'être forcément — est moins lu dans d'autres lieux plus distingués Parmi les gens très bien, par exemple, qui ont assisté au vernissage déjà traditionnel — la barbe! — du Salon de Printemps, au palais des Beaux-Arts de la ville de Paris, où le critique ne trouverait rien à dire, ni de bon ni de mauvais, et où le chroniqueur n'est allé que pour avoir un sujet avec lequel il pourrait clore sa chronique.

Voilà qui est fait.

V. ALBA

NOUVELLES D'ESPAGNE

MURCIE. — Les inondatins ont dévasté la région la plus fertile de la province. Plus de deux cents personnes ont dû être sauvées des flot par des équipes de matelots et, dans quelques endroits, des familles au complet n'ont eu la vie sauve qu'en grimpant sur les arbres. Toutes les récoltes sont perdues. Seulement, dans la contrée de Molinos del Segura, on compte des dommages pour plus de 8 millions de pesetas.

BARCELONE. — Les 4 et 5 mai aura lieu un exposition de roses naturelles.

SEVILLE. — Le « ganadero » Juan Belmonte a été puni d'une amende de 2.000 pesetas pour avoir livré des taureaux qui n'avaient pas le poids réglementaire.

BARCELONE. — Quarante enfants polonais sont arrivés d'Italie à Barcelone, à bord du paquebt « G.-G.-Sister ». Ils ont été internés à la garderie d'Auxilio Social.

MADRID. — Un fort vent glacial, en provenance de l'Europe centrale et de la Sibérie, naturellement, a fait descendre la température au-dessous de zéro sur plusieurs points du bassin du Duero.

LEON. — Il a neigé dans la région de Riano, de la « Vega », de la Cervera, sur les limites de Palencia et sur les monts de Pasajes.

ALICANTE. — Quelques zônes de la province sont inondées à Orihuela l'eau est montée jusqu'à un mètre.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

SAGITARIO

UN TELEGRAMA SIN IMPORTANCIA. — Metido en un pie de columna, para relleno de cinco lineas hemos hallado en un periódico un telegrama interesante. Dice esto : « El encargado de la Legación del Uruguay, en Madrid, ha recibido del gobierno español la seguridad de que Alvarez y Zapirain no serán ejecutados, aceptando también el asilo que la Uruguay les ofrece. »

Nada más ni nada menos, como acostumbraba a decir Ortega y Gasset. Eso es la confesión de que el gobierno de Franco rinde su soberanía en cuanto otro gobierno, con prestigio o fuerza para réaccionar dañosamente, la presiona. El Uruguay, como la Argentina, posee una colonia española potente y selecta, tanto que alguna vez dió presidentes, como en el caso Betlle. La cultura uruguaya, pesa. Montevideo, con Buenos Aires y La Habana forma el triángulo de las ciudades que encandilaban a nuestros emigrantes, y ha bastado une gestión de Montevido para que el estado español abdique su independencia. No se dijo en Francia que la nota de su gobierno sobre Cristino García y sus compañeros había sido contraproducente, por haber irritado el sentimiento españolista? He ahí, en ese telegrama la prueba de que la soberanía nacional española no se rije, hoy, por un principia inaccesible a los requerimientos extranjeros, sino por la conveniencia del Estado. Se ofrece o se teme algo? La soberanía española, se entrega. Peron, demagogo; Peron, larva de dictador, tuvo un gesto que Franco no ha alcanzado. La Argentina podrá temer a Perón, pera nacionalmente sale engrandecida. La Pampa se ha enfrentado con Washington. Franco, en cambio, ha abierto lonja de capitulaciones y entre el honor nacional y la hacienda, ha preferido la hacienda.

Une negativa al Uruguay representaba un punto perdido en la cruzada de la Hispanidad. Entonces, a congraciarse, a ceder, a ofrecer dos vidas para obtener un agradecimiento, descubriendo que la soberanía española es noy une mercancía ofrecida al postor más dadivoso o más temible, al petroleo o al algodón americano, al poder político inglés o al influjo moral del Uruguay. Y he aquí cómo el diminuto telegrama da jaque a Bevin. Nuestro inefable contradictor sostiene, por faltarle razones y no acertar si quiera con la ficticia lógica de la sofisteria, que toda intervención en la vida española refuerza la situación de Franco. Fué la doctrina de los conservadores franceses contra la intervención de M. Gouin. Y llega el Uruguay, interviene nada menos que en una sentencia de repercusiones internacionales, y Franco no se enoja, sus hordas callejeras no hostilizan la legación del Uruguay, y Franco hace más, abdica más : cede los condenados al Uruguay para que les dé asilo y vayan tras ellos las multitudes por las avenidas de Montevideo. La tesis de Bevin so hunde; los aspavientos de Franco, se convierten en una genuflexión. La soberanía española, se entrega humildemente para que el Parlamento uruguayo no insista en sus hostilidades hacia el régimen franquista. Uruguay es más fuerte que Londres y su encargado de negocios teme menos y ve más claro que el ministro de estado de Su Graciosa Majestad.

Hay más en ese telegrama sin importancia. Si Alvarez y Zapirain se entraron por las responsabilidades de la legislación franquista tan impetuosamente que tropezaron con la pena de muerte, cómo se explicará en Madrid su indulto primero, su libertad después y finalmente su expatriación? O delinquieron y deben cumplir sus penas, aun entrando el indulto, o la acusación era arbitraria. Si delinquieron, las leyes no deben ser esquivadas por la presión de una embajada extranjera, y si son esquivadas prueba que su vigencia está a merced de una gestión exterior y, entonces, las leyes dejan de ser leyes y el Estado que así las turba, subordina a las ingerencias no nacionales precisamente el poder judicial, que las constituciones ponen al margen, a cubierto del poder político. Esto plantea el caso de los otros condenados, incursos en idénticas responsabilidades que Alvarez y Zapirain. Si el Uruguay salva a éstos sin revisión de proceso, en nombre de qué seguirán los otros sujetos a la posibilidad de la sentencia suprema, que será ejecutada si no intervienen otros Uruguayes? Y si estas intervenciones se producen y son acatadas como lo ha sido la del Uruguay, la soberanía española no será más que una zalea meada.

Un telegrama, colgado al pie de una columna coja, deshace todo el sistema no intervencionista de Bevin. El representante de una república secundaria se eleva contra une sentencia española no dictada contra súbditos suyos, y la sentencia es anulada y a los condenados, ya libres, se les extiende un pasaporte y no se alza ninguna protesta en España, e incluso es posible que Franco les dé un viático para el viaje, mientras Bevin ve cómo se van Támesis abajo sus teorias sobre el reforzamiento de Franco, cuando se llama fuerte a su puerta. A Don Ernesto Bevin no se le puede aplicar la comedia de Oscar Wilde : « La importancia de llamarse Esnesto ». Después de lo del Uruguay, el título puede ser convertido en « La insignificancia de llamarse Ernesto ».

PROUS Y VILA, POETA DE LA RESISTENCIA. — Un día, después de enumerar los poetas republicanos de lengua castellana, los Alberti, los Altolaguirre, los Cernuda, los Serrano Plaja, los Juan Ramón Jiménez, me preguntaba : La poesía catalana, dónde está? El último 11 de septiembre, la hallé en las calles de Montpellier, vendiendo a los amigos un folleto rimado, titulado « Evocacions ». Quien lo vendía era su autor, Prous y Vila. En ocho páginas, tres poesías, las evocaciones del 11 de septiembre, del 14 de abril y del 19 de julio, y al final unas « Maldicions », que fui leyendo, sintiéndome poseido por aquellos versos de hiel y de vituperios. Las evocaciones podían servir para cualquier Juegos Florales; pero las « Maldiciones » tenían un jugo de bilis virulenta de desterrado. Sus cuartetos daban une carga de cuadrigas furiosas contra « ellos ». Parecía que un maldiciente bíblico desataba sobre los españoles negros la cargas de las invectivas :

Que ni el viento, ni el cielo, ni la tierra galana
los acojan. Que hallen sólo serpientes y escorpiones.
Que el olivo y la viña y la roja granada
no maduren para ellos y se pudran por dentro.
Que la tierra, que era tan fecunda,
no les dé ni un yerbajo, ni un fresco aroma.
Que el viento les lleve a los ojos, en torbellino
de polvo que los ciegue, su siembra de sal.

La letanía sigue, asciende, con ronquera de hombre que quisiera hacer tumbas sobre las ortigas y los pedernales a los enemigos que asesinan y rompen las carnes en los egástulos y cordenan al encausamiento a los que ansian libertades. Que no tengan ni las flores de las plantas, ni los frutos de la tierra, ni los pinos de la montaña, ni los barcos de la mar; ni el amor de los perros. Que no tengan más que sangre y ruina y soledad y miseria. Que no tengan miradas de niño, ni sonrisas, ni frutas, ni pájaros, ni pan blanco, ni reposo y que los agravios y los pesares, les hagan de lecho de ortigas y de cardos... Toda la ira clandestina que recorre España, se hace verso. Todo el rehcor de los que nos consumimos en la emigración, estalla en rimas implacables. El Dante, patron de los emigrados, habrá enviado una aprobación a Prous y Vila.

Otros confeccionarán poesías pulidas, sin más palpitación que la de la estricta retorica. A mí, durante estos 7 años malaventurados ningún poeta emigrado, de Francia y de sus aledaños, me han entrado en el alma, como este poeta que también podría decir, como Joaquín Dicenta de su « Juan José », que ha vivido y bedido el destierro. Y qué nos ha de importar amigos de Montpellier, que a Prous y Vila, le plazca el vino? También le gustaba a Villon y a Poe y a Verlaine, y son sus poesías y no sus embriagueces, las que cuentan. Qué se me da que Prous y Vila haga eses, si hace versos. Qué se me da que conozca las tabernas de Montpellier, si ha cantado sus plazas, sus fuentes, sur árboles y los caminos que abre la nieve en sus avenidas? Por conferencias que se hayan dado, por mitines a que se haya asistido, por manifestaciones en que se haya desfilado camino del monumento a los muertos, nadie tiene tanto derecho a pisar las calles de Montpellier, con eses, pero con orgullo, como Prous y Vila.

El mismo, sintio este orgullo del fino espíritu que no abdica ante las flaquezas del cuerpo, un día en que iban por Montpellier, los tres mosqueteros del rey vino.

— Parece mentira — dijo Juan Rusiñol — que très hombres como nosotros, vayan así.

Prous y Vila, se detuvo y puntualizó :

— Eh! Francisco Pujols es borracho y filósofo; yo, soy borracho y poeta; pero tu, no eres más que borracho.

Juan Rusiñol era hijo de familia ilustre, abogado, ex presidente del sindicato de abogados; pero, si bebía, no era más que bebedor. Y si otros, diputados, concejales, directivos, médicos o industriales bebían también, no serían más que bebedores, porque cuado se bebe no cuenta más que la inteligencia, como en Francisco Pujols, o la poesía, como en Prous y Vila.

Nuestra Resistencia no tiene más que a él como poeta. El sólo ha cantado nuestras fechas y ha maldecido a los hijos de Franco sin un lugar común, con un nervio que nadie ha tenido. Ya lo habéis visto...

UN ANIVERSARIO ACIDO. — El día 25 de abril, cumplió un año de la apertura, en San Francisco, de la Conferencia de la Naciones Unidas. A los dos meses — el 20 de junio — la España fascista era excluida de ellas. Para Franco, una alarma pasajera. Para nosotros, une momentanea esperanza.

Qué significaba aquella exclusión? Una vaga sanción moral, algo así como si en una sociedad mutualista le fuera impuesta a un socio la exclusión de la junta directiva, conservándole todos los derechos sociales y utilitarios. Franco, comerciaria; Franco, seguiria recibiendo embajadores y aun dándoles previamente su « plácet »; Franco, incluso tendría en la Junta directiva de las Naciones Unidas dos abogados defensores de primera cuota : Bevin y Truman.

De esta contradicción, ha nacido la evidencia de que la lógica no pertenece a las Naciones Unidas. Menos, a Inglaterra y a los Estados Unidos. Muchísimo menos, a Byrnes y a Bevin, sus portavoces, para los cuales la Lógica de Aristóteles no ha sido escrita. Ni siquiera el mecanismo silogistico de la escolástica. El fascismo — fué dicho — ha de desaparecer. Franco es fascista, luego Franco ha de desaparecer. Dinstingo, distingo! — vociferó Bevin. Distingo! clamó Byrnes. Distingamos! repitió el coro satélite. No puede haber distingo, oponemos; porque si no, el silogismo puede invertirse : el fascismo puede ser perdonado; Franco, fascista, lo ha sido; luego, Hitler puede ser perdonado. Todo en la tierra se convierte así en ilogismo aplicando la incoherencia de los dos Bes, Byrnes y Bevin, y todo el pensamiento humano falla, desde los filósofos, presocráticos a los racionalistas contemporáneos, por haberse implantado en las altas cancillerías una política manicomial.

Desde el 25 de abril de 1945, las Naciones Unidas declaran apestado a Franco y al cabo de un año, en abril de 1946, en vez de aislarlo en suleproseria, piden que nadie intervenga para evitarse contaminaciones. Francia reclama la ruptura con el pestifero y Londres y Washington le niegan razón, en nombre de la soberana vida interior de los Estados; pero en la nota tripartita, inmiscuyéndose en esa vida interior, piden que Franco se evapore mágicamente y que un gobierno metafísico lo sustituya. Si no se puede intervenir en un régimen interior, por qué se suman a la tesis de Bevin? Por qué el delegado del Brasil se opone a las proposiciones de Polonia y luego su Asamblea constituyente declara el 14 de abril que desea la restauración de la República Española? Por qué Truman sostiene que Polonia realiza una maniobra política que desconceptúa su gesto, si antes rechazaron el de Francia? La incongruencia diplomatica aplicada a España está en plenos ejercicios de vesania simulada.

Hay en Cataluña un probervio, « Si estàs boig, qu'et tanquin », al que podría dársele nuestra traducción de que el loco por la pena es cuerdo. La pena, ahora, no puede tener más que una táctica : contra los gobiernos incoherentes, los parlamentos lógicos; contra los gobiernos paralíticos, los sindicatos con dinamismos tentaculares, contra los gobiernos capituladores, las masonerías activas; contra los gobiernos celestinos, todos los hombres incorruptibles. Y detrás, nosotros. El motor, nosotros. La C. U. T. y la U. G. T. dirigiéndose a los sindicatos internaciones, los masones a las Masonerías, y a las iglesias reformadas, adversarios del negro catolicismo español; los diputados a los parlamentarios y a los partidos, y nuestro gobierno, a los gobiernos.

He leído todos los discursos conmemorativos del 14 de abril. Cuatro han sido excelentes : el del jefe del Gobierno, los de los ministros Torres Campañá y Leyva, y el del diputado Maldonado, que vi en Marsella. Sólo el señor Torres Campañá me permitirá una objección a su afirmación de que nuestro gobierno es modesto y sencillos nuestros militantes. No, no. Ni sencillez, ni modestia. No somos unos señores grises que van quintándose el sombrero, con un « Pardon, Messieurs, pardon » acomadaticio. Respeto al medio, discrecion y tono grave; pero también un firme orgullo, sin innecesarias modestias. Yo escribí el orgullo de ser refugiado español, y ahora subrayo el orgullo de ser gobierno republicano español. No importa la carencia de medios ejecutivos. Un aristócrata de raza, no necesita, para serlo, una nutrida cuenta corriente, y nosotros — y esto es lo que hay que inculcar a todos — somos una aristocracia. De sangre, porque la hemos dado; de espíritu, por que la tenemos; de razón, porque nos sobra, y porque hemos izado la bandera de la guerra que otros han arriado. No vanidad, no megalomania, que tal sobran por ahí; sino orgullo, serio y racio orgullo a lo castellano. Quitarnos el sombrero a tiempo arque es norma civil, y hacer comprender que delante nuestro también se lo han de quitar. Sobre todo Bevin.

En este aniversario de la Naciones Unidas, lamentamos que sea ácido, por ellas, no por nosotros. Hemos alzado un penacho a lo Enrique IV para una batalla. El que quiera, que le siga, a nuestro lado. Y si alguien no lo hace, el dicterio vivo y el juramento de la represalia, cuando pueda ser ejercida.

Mario AGUILAR

LE PROBLÈME ESPAGNOL

thème de la presse française

LIBERTÉS

L'impasse espagnole

NE nous y trompons pas. Rien de décisif, rien d'efficace surtout ne sortira des débats du Conseil de sécurité relatifs à l'Espagne. Mais pouvait-il en être autrement étant donné les conditions dans lesquelles s'engageait cette affaire?

L'erreur initiale incombe au gouvernement français. Après avoir admirablement pris la tête du mouvement de protestation contre les nouveaux franquistes, fermé la frontière franco-espagnole, multiplié les notes aux grandes puissances en vue d'une rupture collective avec Franco, il a cru devoir proposer aux Trois Grands que le problème soit soumis au Conseil de sécurité. Mais, alors qu'il a fait cette proposition en sachant que Londres et Washington la décline-raient, il a fini par l'abandonner à la suite du refus anglo-américain.

Les conséquences de cette démarche velléitaire ne se firent pas attendre. La proposition française ayant été acceptée par Moscou, c'est la Pologne qui la reprit à son compte, ce qu'elle n'aurait certainement pas fait si la France n'en avait eu l'idée. Dès lors, Londres et Washington ne pouvaient que se raidir... et le peuple espagnol devenir un pion sur l'échiquier de la lutte d'influences. Ce qu'il fallait justement éviter.

La véritable figure de Franco

Il fallait demander la rupture des relations économiques, et la reconnaissance du gouvernement Giral et fonder ces demandes sur l'appui décisif apporté par Hitler et Mussolini à la contre-révolution franquiste, sur l'aide efficace fournie par Franco à ses maîtres pendant la guerre, sur l'influence économique et culturelle nazie en Espagne, sur l'hospitalité accordée par le Caudillo à des milliers de nazis et de « collaborateurs ».

Le délégué de la Pologne a pourtant tenu à enrober une claire affirmation de principe et une indiscutable situation de fait, de précisions qui, pour exactes qu'elles fussent, ne pouvaient constituer la pierre de touche pour l'application de la Charte des Nations Unies. Quels que soient les « dispositifs de mobilisation » et les effectifs de l'armée franquiste, quels que soient les agissements des agents et savants nazis en Espagne, il est clair que Franco ne menace pas *actuellement* la paix et la sécurité du monde.

Sir Alexander Cadogan, représentant depuis douze mois des « intérêts permanents » de l'Empire britannique au Foreign Office, a donc saisi au vol l'occasion qui lui était offerte « d'oublier le passé » pour s'accrocher à un présent qui n'était pas suffisamment « prouvé ». Mais, en voulant défendre la politique non-interventionniste de son gouvernement, il défendit si bien Franco lui-même qu'il s'attira les compliments de la radio madrilène et plaça l'opinion et le cabinet britanniques dans une situation assez embarrassante...

Heureusement pour la cause de la République espagnole, Franco lui-même, encouragé par l'attitude des Anglo-Saxons et prenant au mot les accusations dont il était l'objet, compléta cette série de maladresses en se posant en victime des soi-disant plans d'agression franco-soviétiques... C'est-à-dire en portant sur le terrain international un problème dont l'Angleterre persistait à affirmer qu'il était purement « intérieur »...

La planche de salut

Le gouvernement travailliste qui est venu au pouvoir après avoir fait proclamer que « voter pour Churchill, c'est voter pour Franco », évitera, et pour cause, d'être obligé de prononcer un *veto* pour Franco. Les Etats-Unis, dont le délégué s'est tenu, jusqu'à présent, dans une prudente réserve, ne laisseront d'ailleurs pas les choses aller jusque-là. La France ne tient pas à accentuer une division qui ne peut que lui être préjudiciable dans les négociations internationales actuelles. Et l'U.R.S.S. elle-même comprendra qu'un échec sanctionnant un désaccord renforcerait la position de Franco.

C'est pourquoi, une fois discutée et sans doute précisée, la proposition australienne de commission d'enquête sera pour les grandes puissances comme pour le « prestige » de l'O. N. U., une véritable planche de salut. Elle permettra pendant de longues semaines, aux véritables négociations — secrètes — de se poursuivre.

Deux forces luttent de vitesse

Que peut-il se passer dans les prochaines semaines? Deux forces luttent de vitesse, l'une dans l'ombre, l'autre au grand jour : la diplomatie et l'opinion publique. La diplomatie anglo-saxonne essayera de renverser Franco en évitant un bouleversement politique et social qui pourrait menacer la position stratégique de l'Angleterre en Méditerranée occidentale et les puissants intérêts financiers que la City et Wall-Street ont acquis dans la péninsule. Rio Tinto, Penarroya, le contrôle des chemins de fer et de l'énergie électrique, les bases et aérodromes en cours de construction, ce sont là de consolantes réalités et de précieuses assurances.

Londres a déjà vainement essayé de persuader Franco de céder la place au prétendant don Juan. La carte de Washington est à la fois plus subtile et moins utopique. C'est celle du coup d'Etat militaire. Et, dans la mesure où la camarilla militaire sentira qu'elle n'a pas d'autre issue, cette hypothèse n'est nullement impossible.

...Que sous la contrainte

Une chose est, en tout cas, certaine : Franco ne partira que sous la contrainte. Il n'est d'ailleurs pas dit que la rupture des relations diplomatiques et le boycott économique suffiraient à le chasser (les sanctions contre l'Italie fasciste s'étaient révélées inoffensives). Mais ils précipiteront incontestablement les événements.

Après le *Times*, l'*Economist* confirmait, il y a quelques jours, la seule alternative possible : coup d'Etat ou guerre civile. En réalité, le coup d'Etat n'empêchera pas la guerre civile. Quel que soit le soulagement que procurera la chute de Franco, même si le dictateur est remplacé par un Badoglio hispano-américain ou un don Juan anglo-portugais, il est peu probable que le peuple espagnol, les républicains exilés et l'opinion mondiale accepteront bien longtemps cette solution.

L'opinion joue d'ailleurs dans toute cette affaire un rôle de plus en plus décisif. Aux Etats-Unis, les syndicats ouvriers, de grands organes libéraux, des publicistes aussi influents que Sumner Welles, des parlementaires connus poussent le Département d'Etat à sortir de l'équivoque. En Angleterre, les Trade-Unions, une importante fraction du groupe parlementaire travailliste, le grand organe libéral *News Chronicle* (avec Vernon Bertlett) réclament la rupture. Et il est significatif qu'un journal travailliste dominical, le *Reynolds News*, dont les liens avec Harold Laski et le mouvement coopératif anglais sont connus, ait remarquablement posé le problème espagnol, dimanche dernier, en des termes depuis longtemps inouïs en Angleterre et même en France. (1)

Si ce vaste mouvement d'opinion continue, c'est lui qui emportera la décision en faveur de la République espagnole.

Charles RONSAC

(1) L'organe de gauche « Reynold News », du 21 avril, dans son éditorial demande la rupture des relations économiques et diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. Si Franco ne cède pas devant la pression exercée, il n'y aura pas lieu, affirme ce journal, de déclarer la guerre à l'Espagne. « Tout ce que nous aurons à faire est de lancer un appel à la révolte au peuple espagnol en exil, et de l'équiper ainsi que ses forces à l'intérieur de l'Espagne avec les ressources militaires dont il a besoin. »

Et il poursuit :

« Cela peut signifier une brève et sanglante guerre civile. Mais il est plus probable qu'en présence d'une action unie et déterminée du monde libre, l'Empire de Franco s'effondrerait presque sans lutte, et si le pire arrivait et si une guerre civile était nécessaire en Espagne, ce risque-là est moins grand que celui que nous faisons courir à nos enfants en permettant à Franco d'assurer sa sécurité dans le brouillard des arguments et des controverses. »

— Si tu veux qu'on te délie tu ferais mieux de rester tranquille.

LA SEMAINE EN ZIG-ZAG

Un grand personnage

IL est grand par la taille autant que par le prestige qu'il a acquis au cours de la dernière guerre.

Il est célèbre et nul ne conteste ses titres. C'est pourquoi sans difficulté et sans gêne, il passera à la postérité.

Il fut nazi cent pour cent et cependant les juges de Nuremberg ne l'ont jamais convoqué à la barre.

Car, muet, bien qu'ayant entendu de terribles confidences au sein des états-majors du Reich, on a renoncé à tirer de ce témoin, d'une discrétion parfaite, le moindre mot compromettant pour ses anciens amis.

Néanmoins, pour le punir de son activité passée, on le promènera dans les rues de Londres, sous les regards ébahis de la foule. Cet Allemand illustre terminera sa vie comme bête curieuse.

Et cette expression n'a rien de désobligeant pour ce guerrier, puisqu'il s'agit du cheval blanc de Rommel.

Il vient d'entrer dans l'Histoire par la grande porte, la porte cochère bien entendu.

On sait, en effet, que les Anglais aiment les chevaux, et pas seulement sous forme de beeftecks. Le canasson couleur de neige qui fut le compagnon du « lion africain » — ainsi désignait-on Rommel au temps de ses victoires — jera partie d'un défilé officiel en l'honneur de la paix retrouvée.

Il est regrettable que ce cheval que tous les snobs iront contempler n'ait pas fait un stage dans un cirque. Pour saluer, compter et répondre aux questions en frappant du sabot sur le sol.

Que de choses il pourrait nous dire sur les bipèdes qu'il a fréquentés, lui que Hitler a peut-être caressé d'une main distraite, à qui Gœring a sans doute soufflé dans le canal de l'oreille...

Sera-t-il applaudi par les Londoniennes? Oui, si elles consentent à passer l'éponge sur les flancs d'un coursier ennemi.

Sera-t-il sifflé par les patriotes? Non, s'ils refusent de voir en lui un animal politique responsable d'avoir conduit son propriétaire sur les chemins de la dévastation et de la ruine.

Mais cette manière de triomphe final accordé à un nazi piaffant ne jera-t-il pas des jaloux chez les autres animaux du Reich défait, tristes collaborateurs de grandes manœuvres vouées à l'écrasement?

Je pense aux 80 ou aux 100 chevaux des bagnoles de superluxe qui transportaient à de folles vitesses les vainqueurs provisoires.

Eux n'ont rien comme consolation.

Ils finiront leurs jours à la ferraille, précipités dans l'oubli d'un seul coup du destin, sans même l'accompagnement d'une marche funèbre ou d'un morceau musical de choix comme le « Crépuscule des Pneus », en souvenir de Richard Wagner.

Le Midi bouge

LE Midi bouge, monte vers le Nord, fait la conquête de Paris.

In envahit la capitale.

Politiquement, il y a belle lurette que cette ascension est terminée, le Midi journissant d'une façon ininterrompue les ténors de la tribune et les ministres.

Littérairement, la conquête est aussi éclatante avec l'entrée de M. Marcel Pagnol à l'Académie française.

Il y a vingt ans environ, les théâtres parisiens accueillaient l'opérette marseillaise, et Titin, et ceux de la Canebière, et la musique des cabanons qu'il ne faut pas confondre avec celle des aliénés.

Mieux : « Topaze » introduisait grâce à sa popularité, « Marius », « César », « Fanny ».

C'était le Vieux-Port transporté boulevard des Italiens.

C'était « l'assent détrônant l'argot des Batignolles et de Belleville.

Paris découvrait Marseille.

Le vrai Marseille des Provençaux et non celui des gangsters.

C'était une belle revanche. Car il faut rappeler que le jour où Alphonse Daudet offrit « L'Arlésienne » aux Parisiens, ceux-ci boudèrent. La critique ne comprit pas ces paysans chauds courant aisément au tragique. Les blagues du patron Marc, cousin de Tartarin, ne pouvaient s'allier, déclaraient les aristarques, au drame passionnel qui secouait une ferme de Camargue. Comme si la vie ne mêle pas quotidiennement, sans nous demander l'autorisation, le gai et le sévère. Comme si le rire et les larmes ne cheminent pas ensemble dans nos existences!...

Voilà donc Marius sous la coupole.

Il s'habillera de vert, il mettra un bicorne, il prononcera un discours de réception.

Le plus sérieusement du monde.

Avant la séance très solennelle César lui prodiguera des conseils :

— Pour une fois, tu sais, tu peux leur emprunter l'accent parisien. Et tu le leur rendras à la sortie. Fais-leur comprendre à ces messieurs de l'Institut qui sont froids comme des banquises, que Marseille est le centre du monde. Un petit couplet sur le pastis les suffoquera peut-être. Tant pis. A ta place je leur en jerais servir un verre pendant le discours. Ça rend les idées claires. Vas-y, Marius. C'est une harangue au pastis, avec un rayon de soleil, qu'il leur faut. Je compte sur toi.

Quant à Fanny, ses recommandations porteront sur la toilette :

— Evidemment, je ne trouve pas leur uniforme agréable. Il fait encaisseur de banque, et, s'il n'était pas vert comme poireau, on penserait aux pompes funèbres. Mais jure-moi que tu ne le porteras pas à Marseille cet uniforme. Tu ferais mourir de rire le cours Belzunce.

Permettons-nous d'émettre un vœu au nom des Méridionaux français : Que la réception sous la Coupole ne soit sous aucun prétexte l'enterrement de la gaieté.

Mais Marius ne trahira pas son mandat académique.

On ne galèje pas sur le chapitre des origines, té...

Il y a du papier

CE qu'il y a eu de plus scandaleux au procès Petiot ce n'est pas l'attitude de l'accusé, cynique, gouailleur, révoltant...

Ce n'est pas l'exploitation extrême de l'idée patriotique dans la construction de thèmes vaudevillesques...

Ce n'est pas l'étalage de détails cruels qui n'avaient pas pour nous la surprise de l'inédit puisque, hélas! les nazis nous ont édifié copieusement sur ce point...

*Le vrai scandale était d